

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 464

[2012/200697]

23 DECEMBRE 2011. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 51*bis*, alinéa 1^{er}, 2^o;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 25*bis*;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, l'article 29*bis*;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 2011;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que les modifications apportées à l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2012,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 13^o, les termes « 2.200 euros » sont remplacés par les termes « 2.400 euros »;

2^o sont insérés les 13/1^o et 13/2^o rédigés comme suit :

« 13/1^o Est compté comme enfant à charge supplémentaire :

a) le demandeur handicapé ou dont le conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement est handicapé;

b) l'enfant à charge reconnu handicapé;

13/2^o « personne handicapée » : la personne visée à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000 définissant la notion de personne handicapée au sens de l'article 1^{er}, 33^o, du Code wallon du Logement; »;

3^o le 14^o est remplacé par ce qui suit :

« 14^o « revenus modestes » : revenus compris entre 12.900,01 euros et 25.700 euros si le demandeur est isolé, ou entre 17.500,01 euros et 32.100 euros si le demandeur vit en couple, marié ou non; »;

4^o le 15^o est remplacé par ce qui suit :

« 15^o « revenus précaires » : revenus ne dépassant pas 12.900 euros si le demandeur est isolé, ou 17.500 euros si le demandeur vit en couple, marié ou non; »;

5^o le 23^o est remplacé par ce qui suit :

« 23^o « entrepreneur » : entrepreneur enregistré conformément à l'arrêté royal du 27 décembre 2007 portant exécution des articles 400, 401, 403, 404 et 406 du Code des impôts sur les revenus 1992 et de l'article 30*bis* de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs; »;

6^o sont insérés les 25^o, 26^o et 27^o rédigés comme suit :

« 25^o « réseau de chaleur » : ensemble des éléments techniques qui assurent la liaison entre un système centralisé de production de chaleur et au minimum trois bâtiments et ce, en vue de chauffer au minimum quatre unités d'habitation;

26^o « système centralisé de production de chaleur » : les installations visées aux articles 21 et 31 exclusivement, qui alimentent un réseau de chaleur;

27^o « sous-station » : les vannes, l'échangeur thermique et les compteurs qui permettent à chaque unité d'habitation ou bâtiment d'être alimentés par la chaleur du réseau. ».

Art. 2. Aux articles 2, 6, 7, 8, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 29, §§ 2, 3, 4, 31, 37, 40, 42, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 61, 62, 64, 70 et 80 du même arrêté, les termes « entrepreneur enregistré » sont chaque fois remplacés par le terme « entrepreneur ».

Art. 3. A l'article 5, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Une prime est octroyée, en cas de rénovation d'un bâtiment, pour l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur. Le montant de la prime est de :

a) 10 euros par m² de surface isolée au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 3,5 m² K/W;

b) 13 euros par m² de surface isolée au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 4 m² K/W.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur exécute lui-même les travaux, le montant de la prime est de :

a) 5 euros par m² de surface isolée au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 3,5 m² K/W;

b) 8 euros par m² de surface isolée au moyen d'un matériau isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 4 m² K/W. »;

2° au § 3, les termes « § 1^{er}, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les termes « § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a ou b »;

3° au § 4, les termes « § 1^{er}, alinéa 2 » sont remplacés par les termes « § 1^{er}, alinéa 2, a ou b »;

4° au § 5, les termes « euro 3 » sont remplacés par les termes « 3 euros ».

Art. 4. A l'article 6, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le montant de prime visé à l'alinéa 1^{er}, c, est majoré de 20 euros lorsque le coefficient R du matériau isolant est supérieur ou égal à 3,5 m² K/W. »;

2° au § 3, les termes « § 2, a » sont remplacés par les termes « § 2, alinéa 1^{er}, a »;

3° au § 4, les termes « § 2, b » sont remplacés par les termes « § 2, alinéa 1^{er}, b »;

4° au § 5, les termes « § 2, c » sont remplacés par les termes « § 2, respectivement alinéa 1^{er}, c ou alinéa 2 »;

5° au § 6, les termes « euro 3 » sont remplacés par les termes « 3 euros ».

Art. 5. A l'article 7, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2, a est complété par les termes suivants :

« lorsque, par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'isolation par le dessous ou dans la structure du plancher est réalisée par le demandeur, le montant de la prime est de 5 euros par m² de surface isolée; »;

2° le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le montant de prime visé à l'alinéa 1^{er}, a est majoré de 10 euros lorsque le coefficient R du matériau isolant est supérieur ou égal à 3,5 m² K/W. »;

3° au § 3, les termes « § 2, a » sont remplacés par les termes « § 2, respectivement alinéa 1^{er}, a, ou alinéa 2 »;

4° au § 3, le a est complété par les termes suivants :

« lorsque, par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'isolation par le dessous ou dans la structure du plancher est réalisée par le demandeur, cette majoration est d'1 euro par m² de surface isolée;

5° au § 3, le b est complété par les termes suivants :

« lorsque, par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'isolation par le dessous ou dans la structure du plancher est réalisée par le demandeur, cette majoration est de 2 euros par m² de surface isolée. »;

6° au § 4, les termes « § 2, b » sont remplacés par les termes « § 2, alinéa 1^{er}, b »;

7° au § 5, les termes « euro 3 » sont remplacés par les termes « 3 euros ».

Art. 6. A l'article 8, alinéa 4, les termes « euro 15 » sont remplacés par les termes « 15 euros ».

Art. 7. A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° lorsqu'une majoration de la prime est sollicitée en fonction du niveau des revenus :

a) d'un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur, entre la date de la facture finale et la date de la demande;

b) de l'attestation ou des attestations relatives aux allocations familiales perçues par le ménage, dûment complétées, en ce compris par les mentions nécessaires au bénéfice de l'application de l'article 1^{er}, 13/1°, b, par la Caisse d'allocation familiales, par la Caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, ou par tout autre organisme compétent;

c) pour l'application de l'article 1^{er}, 13/1°, a, de l'attestation du Service public fédéral Sécurité sociale établissant la qualité de personne handicapée conformément à l'article 1^{er}, 13/2° et précisant le taux de handicap reconnu;

d) d'une copie de l'avertissement - extrait de rôle relatif aux revenus; à défaut, de tout autre document probant permettant de déterminer les revenus. Les demandeurs bénéficiant de traitements, salaires, allocations ou émoluments exempts d'impôts nationaux devront produire une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires, allocations ou émoluments perçus, de façon à permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se serait présentée si les revenus concernés avaient été soumis à l'impôt sous le régime du droit commun;

e) d'une déclaration sur l'honneur du demandeur attestant, dans le chef du demandeur et/ou de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, la pleine propriété sur le logement, ou d'une copie de l'extrait de la convention attestant, dans le chef du demandeur et/ou de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement l'existence d'un bail de résidence principale sur le logement. »

Art. 8. A l'article 14, les termes « conformément à la norme NBN EN 13829, complétée par les annexes 1^{re} et 2, suivant la méthode A » sont remplacés par les termes « conformément à la norme NBN EN 13829 et selon la méthode A définie par cette norme, complétée par les annexes 1^{re} et 2 ».

Art. 9. A l'article 20, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les termes « 400 euros » sont remplacés par les termes « 450 euros »;

2° le § 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La chaudière doit être équipée d'un système de régulation thermique raccordé à une sonde extérieure ou de tout autre système rendant la régulation thermique de la chaudière fonctionnelle. »;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, les termes « 2.900 euros » et « 7.100 euros » sont respectivement remplacés par les termes « 2.950 euros » et « 7.150 euros »;

4° le § 4 est abrogé;

5° au § 6 ancien, devenant le § 5, les termes « visées aux § 1^{er} et 4 » sont remplacés par les termes « visées au § 1^{er} »;

6° le § 6 ancien, devenant le § 5 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque les installations sont des installations industrielles utilisant le gaz naturel, celles-ci peuvent être réalisées par le demandeur conformément aux règles de l'art. »;

7° le § 7 ancien est abrogé.

Art. 10. A l'article 21, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de la prime est calculé comme suit :

1° lorsque la puissance est inférieure ou égale à 50 kW : le montant de la prime est de 1.750 euros;

2° lorsque la puissance est supérieure à 50 kW : le montant de la prime est de 1.750 euros, majoré de 35 euros par kW entre 50 et 100 kW;

3° lorsque la puissance est supérieure à 100 kW, le montant de la prime est de 3.500 euros, majoré de 18 euros par kW entre 100 et 500 kW;

4° lorsque la puissance est supérieure à 500 kW : le montant de la prime est de 10.700 euros, majoré de 8 euros par kW excédant 500 kW »;

2° un nouveau § 2 est inséré, rédigé comme suit :

« § 2. Lorsque l'appareil constitue un système centralisé de production de chaleur, le montant de la prime visé au § 1^{er} est majoré de 100 euros par mètre courant de conduite.

La majoration visée à l'alinéa premier est limitée à 50 % du montant de la facture et à 100.000 euros par réseau de chaleur.

Lorsque la longueur cumulée des conduites est supérieure ou égale à 100 mètres, la majoration visée à l'alinéa 1^{er} n'est octroyée qu'après réalisation d'une étude de pertinence, effectuée par un auditeur agréé pour les techniques particulières de la cogénération ou de la biomasse dans le cadre des programmes AMURE ou UREBA, conformément au cahier des charges repris à l'annexe 4. L'étude doit démontrer la pertinence technique et énergétique du projet. »;

3° au § 2 ancien, devenant le § 3, un 3° est inséré, rédigé comme suit :

« 3° conduites : les canalisations principales du réseau de chaleur, à l'exclusion de toute canalisation alimentant spécifiquement les bâtiments et les unités d'habitation. En cas de superposition de canalisations, seule la longueur d'une canalisation est considérée. »;

4° au § 3 ancien, devenant § 4, les termes « § 1^{er} » sont remplacés par les termes « §§ 1^{er} et 2 ».

Art. 11. A l'article 25, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « § 1^{er} » sont insérés au début de la première phrase;

2° au § 1^{er} ancien, devenant § 2, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° conformément à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 5, d'une attestation de l'entrepreneur quant au fonctionnement effectif du système de régulation thermique. »

Art. 12. A l'article 26, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, un 3° est inséré, le 3° devenant 4°, rédigé comme suit :

« 3° dans l'hypothèse visée à l'article 21, § 2, alinéa 3, d'une copie de l'étude de pertinence réalisée conformément au cahier des charges repris à l'annexe 4; »;

2° à l'alinéa 2, 4° nouveau, *a* et *b*, les termes « NBN EN 255-3 » sont chaque fois complétés par les termes « ou NBN EN 16147, et les termes « pr EN 15879-1 » sont chaque fois remplacés par les termes « NBN EN 15879-1 ».

Art. 13. L'article 29 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 29. Une prime de 1.500 euros est octroyée lors de l'installation et du raccordement d'une sous-station à un réseau de chaleur, réalisés par un entrepreneur.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est majoré de € 100 par mètre courant de conduites qui permettent d'alimenter spécifiquement l'unité d'habitation ou le bâtiment, et est limité à 10 mètres de conduites. »

Art. 14. A l'article 30, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, 1°, alinéa 2, *c* et *d*, et 2°, alinéa 2, *g* et *h*, les termes « pr EN 15879-1 » sont chaque fois remplacés par les termes « NBN EN 15879-1 »;

2° au § 2, les 3° et 4° sont abrogés et remplacés par un 3°, rédigé comme suit :

« 3° dans les hypothèses visées à l'article 21, § 2, alinéa 3 ou à l'article 31, § 2, alinéa 3 :

a) d'une attestation du gestionnaire du réseau relative à la possibilité de raccorder les nouveaux consommateurs, identifiés individuellement en termes de localisation et de consommations prévisionnelles annuelles (exprimées en kWh/an) sur son réseau de chaleur;

b) d'une copie du contrat de gestion et/ou de la convention entre le gestionnaire du réseau et les consommateurs reprenant notamment la durée des engagements, les éventuels coûts fixes et/ou variables autres que la consommation énergétique, la formule de tarification, voire d'indexation ou de révision des prix de vente de l'énergie. »

Art. 15. L'article 31 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 31. § 1^{er}. Une prime est octroyée lors de l'installation, par un entrepreneur, d'une micro-cogénération de qualité ou d'une cogénération de qualité qui génère un taux minimum de 10 % d'économie de dioxyde de carbone par rapport aux émissions de dioxyde de carbone des productions séparées des mêmes quantités de chaleur et d'électricité dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la CWaPE. La chaleur prise en compte est la chaleur utile, à savoir celle qui est effectivement utilisée pour des besoins de chaleur hors processus de cogénération.

Le montant de la prime s'élève à 20 % du montant de la facture et ne peut excéder 15.000 euros par installation.

§ 2. Lorsque l'installation constitue un système centralisé de production de chaleur, le montant de la prime visé au § 1^{er} est majoré de 100 euros par mètre courant de conduite.

La majoration visée à l'alinéa premier est limitée à 50 % du montant de la facture et à 100.000 euros par réseau de chaleur.

Lorsque la longueur cumulée des conduites est supérieure ou égale à 100 mètres, la majoration visée à l'alinéa 1^{er} n'est octroyée qu'après réalisation d'une étude de pertinence, effectuée par un auditeur agréé pour les techniques particulières de la cogénération ou de la biomasse dans le cadre des programmes AMURE ou URÉBA, conformément au cahier des charges repris à l'annexe 4. L'étude doit démontrer la pertinence technique et énergétique du projet.

§ 3. Au sens du présent article, on entend par conduites : les canalisations principales du réseau de chaleur, à l'exclusion de toute canalisation alimentant spécifiquement les bâtiments et les unités d'habitation. En cas de superposition de canalisations, seule la longueur d'une canalisation est considérée.

§ 4. Les installations visées aux §§ 1^{er} et 2 sont réalisées par un entrepreneur. »

Art. 16. L'article 32 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour la réalisation de la thermographie d'un bâtiment, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° la différence de température entre le point le plus froid du volume protégé du bâtiment et l'extérieur doit être au minimum de 10 °C;

2° la température intérieure du volume protégé du bâtiment doit être uniforme, un écart de température de 4 °C étant toléré entre les différentes pièces intérieures du volume protégé;

3° la thermographie dans son ensemble doit être réalisée en l'absence d'ensoleillement direct nuisant à l'interprétation des résultats;

4° la thermographie dans son ensemble doit être réalisée par temps sec.

§ 2. Le rapport d'audit par thermographie mentionne :

1° les améliorations possibles portant sur l'enveloppe du bâtiment;

2° les températures intérieures du bâtiment en au minimum trois endroits répartis uniformément dans le volume protégé du bâtiment;

3° la température extérieure;

4° les conditions climatiques lors de l'audit.

§ 3. Le montant de la prime est de 50 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 200 euros par audit pour une maison unifamiliale ou 700 euros par audit et par bâtiment dans les autres cas. »

Art. 17. A l'article 33, alinéa 2, un 5° est inséré, rédigé comme suit :

« 5° dans l'hypothèse visée à l'article 31, § 2, alinéa 3, d'une copie de l'étude de pertinence réalisée conformément au cahier des charges repris à l'annexe 4. »

Art. 18. A l'article 34, alinéa 2, 3°, les termes « article 32 » sont remplacés par les termes « article 32, § 2 ».

Art. 19. A l'article 48, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le montant de la prime visée à l'alinéa 1^{er} est majoré de 3 euros par m² de surface isolée lorsque le coefficient de résistance thermique, R, est supérieur ou égal à 4 m² K/W. »;

2° au § 3, les termes « euro 3 » sont remplacés par les termes « 3 euros ».

Art. 20. A l'article 49, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le montant de prime visé à l'alinéa 1^{er}, c, est majoré de 20 euros lorsque le coefficient R du matériau isolant est supérieur ou égal à 3,5 m² K/W. »;

2° au § 3, les termes « euro3 » sont remplacés par les termes « 3 euros ».

Art. 21. A l'article 50, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le montant de prime visé à l'alinéa 1^{er}, a, est majoré de 10 euros lorsque le coefficient R du matériau isolant est supérieur ou égal à 3,5 m² K/W »;

2° au § 3, les termes « euro 3 » sont remplacés par les termes « 3 euros ».

Art. 22. A l'article 52, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « 400 euros » sont remplacés par les termes « 450 euros »;

2° le § 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La chaudière doit être équipée d'un système de régulation thermique raccordé à une sonde extérieure ou de tout autre système rendant la régulation thermique de la chaudière fonctionnelle. »;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, les termes « 2.900 euros » et « 7.100 euros » sont respectivement remplacés par les termes « 2.950 euros » et « 7.150 euros »;

4° le § 5 est abrogé.

Art. 23. A l'article 53, § 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le montant de la prime est calculé comme suit :

1° lorsque la puissance est inférieure ou égale à 50 kW : le montant de la prime est de 1.750 euros;

2° lorsque la puissance est supérieure à 50 kW : le montant de la prime est de 1.750 euros, majoré de 35 euros par kW entre 50 et 100 kW;

3° lorsque la puissance est supérieure à 100 kW, le montant de la prime est de 3.500 euros, majoré de 18 euros par kW entre 100 et 500 kW;

4° lorsque la puissance est supérieure à 500 kW : le montant de la prime est de 10.700 euros, majoré de 8 euros par kW excédant 500 kW. ».

Art. 24. A l'article 59, alinéa 2, 4°, le *b* est remplacé par ce qui suit :

« *b*) conformément à l'article 52, § 1^{er}, alinéa 5, d'une attestation de l'entrepreneur quant au fonctionnement effectif du système de régulation thermique. »

Art. 25. A l'article 60, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, *a* et *b*, les termes « pr EN 15879-1 » sont chaque fois remplacés par les termes « NBN EN 15879-1 »;

2° au 4°, *a* et *b*, les termes « NBN EN 255-3 » sont chaque fois complétés par les termes « ou NBN EN 16147 » et les termes « pr EN 15879-1 » sont chaque fois remplacés par les termes « NBN EN 15879-1 ».

Art. 26. L'article 63 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 63. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour la réalisation de la thermographie d'un logement, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° la différence de température entre le point le plus froid du volume protégé du logement et l'extérieur doit être au minimum de 10 °C;

2° la température intérieure du volume protégé du logement doit être uniforme, un écart de température de 4 °C étant toléré entre les différentes pièces intérieures du volume protégé;

3° la thermographie dans son ensemble doit être réalisée en l'absence d'ensoleillement direct nuisant à l'interprétation des résultats;

4° la thermographie dans son ensemble doit être réalisée par temps sec.

§ 2. Le rapport d'audit par thermographie mentionne :

1° les améliorations possibles portant sur l'enveloppe du logement;

2° les températures intérieures du logement en au minimum trois endroits répartis uniformément dans le volume protégé du logement;

3° la température extérieure;

4° les conditions climatiques lors de l'audit.

§ 3. Le montant de la prime est de 50 % de la facture ou de la note d'honoraires et ne peut excéder 200 euros par audit pour une maison unifamiliale ou 700 euros par audit et par bâtiment dans les autres cas. »

Art. 27. A l'article 67, alinéa 2, 3°, les termes « article 63 » sont remplacés par les termes « article 63, § 2 ».

Art. 28. A l'article 81, alinéa 4, les termes « euros 100 » sont remplacés par les termes « 100 euros ».

Art. 29. A l'article 90/1, 1°, *a* et *b*, et 2°, *a* et *b*, les termes « 31 décembre 2011 » sont chaque fois remplacés par les termes « 31 décembre 2012 ».

Art. 30. A l'article 95, les termes « 31 décembre 2011 » sont remplacés par les termes « 31 décembre 2012 ».

Art. 31. Un article 96*bis* est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 96*bis*. Pour l'application des articles 4, alinéa 2, et 96, le budget maximum affecté aux primes visées aux articles 21, § 2, et 31, § 2, ne peut excéder 500.000 euros. ».

Art. 32. L'annexe 3 du même arrêté, intitulée « Captation d'énergie », telle qu'insérée par l'arrêté ministériel du 18 février 2011, est remplacée par l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 33. L'annexe 4 du même arrêté, intitulée « Etude de pertinence », est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 34. Les dispositions suivantes sont rectifiées, au titre d'erratum, comme suit :

1° l'emplacement de l'article 19 est rectifié en sorte qu'il se situe entre les divisions du titre 2 intitulées respectivement « Chapitre III. — Installations de chauffage » et « Section première. — Investissements dans tous les bâtiments »;

2° l'emplacement de l'article 51/1, tel qu'inséré par l'article 16 de l'arrêté ministériel du 18 février 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, est rectifié en sorte qu'il se situe entre les divisions du titre 3 intitulées respectivement « Chapitre III. — Installations de chauffage » et « Section première. — Investissements éligibles en chauffage »;

3° aux articles énumérés ci-après, les termes « pr EN 15897-2 » sont chaque fois remplacés par les termes « pr EN 15879-2 » :

a) à l'article 26, alinéa 2, 3° ancien devenant 4° nouveau, *a* et *b*;

b) à l'article 30, § 1^{er}, 1°, alinéa 2, *c* et *d*, et 2°, alinéa 2, *g* et *h*;

c) à l'article 60, alinéa 2, 3°, *a* et *b*, et 4°, *a* et *b*.

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Namur, le 23 décembre 2011.

J.-M. NOLLET

ANNEXE 1^{re}

Annexe 3 - Captation d'énergie

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.a. Captation d'énergie.

Dans tous les cas, si l'exploitation de la ressource naturelle est soumise à l'octroi d'un permis d'urbanisme et/ou d'environnement, la preuve de l'acceptation de ce(s) permis doit être jointe à la demande de prime.

§ Dans l'eau :

La captation peut s'effectuer soit dans les eaux de surfaces (rivières, étangs, lacs,...) soit dans les eaux profondes (nappes phréatiques, puits,...), de manière « statique » ou « dynamique ».

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul de l'ensemble du système de prélèvement d'énergie :

- Dans le cas d'une captation « dynamique » (par pompage), cela comprend notamment le dimensionnement des éventuels échangeurs thermiques intermédiaires, les débits de fluide, les deltas de température, la puissance des auxiliaires...

- Dans le cas d'une captation « statique » (par échangeur noyé), cela comprend notamment le dimensionnement de l'échangeur, de l'éventuel bassin artificiel ou de la source naturelle,...

§ Dans le sol :

La captation d'énergie pourra être réalisée soit par un évaporateur enfoui horizontalement soit par un échangeur thermique à eau glycolée enfoui horizontalement ou verticalement dans le sol.

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul du système de prélèvement d'énergie :

- Dans le cas de l'utilisation d'un fluide intermédiaire tel que l'eau glycolée, il s'agit soit du dimensionnement de l'échangeur thermique placé horizontalement, soit de la ou des sondes verticales. La note doit notamment préciser le débit du fluide secondaire et la puissance des auxiliaires.

- Dans le cas d'un évaporateur horizontal, il s'agit du dimensionnement de ce dernier.

Dans le cas d'une captation par sonde verticale, le formulaire de demande de prime sera accompagné du rapport d'analyse géologique réalisé par ou pour la société de forage.

§ Dans l'air extérieur :

La captation d'énergie pourra s'effectuer sur l'air extérieur de manière statique ou dynamique.

Les pompes à chaleur qui utilisent l'air extérieur comme source d'énergie pourront éventuellement être munies d'un thermoplongeur électrique d'appoint du côté du rejet de chaleur. Celui-ci devra être placé en aval du condenseur.

Les pompes à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire doivent fonctionner effectivement dans les conditions de température déterminées dans le présent cahier des charges.

L'évaporateur doit se trouver à l'extérieur du bâtiment. Toutefois, dans le cas d'une captation dynamique, l'évaporateur peut être installé à l'intérieur du bâtiment, s'il est muni de gaines hermétiques pour l'aspiration de l'air extérieur et l'évacuation de l'air aspiré vers l'extérieur du bâtiment.

Dans le cas d'une captation statique, la pompe à chaleur ne devra pas être équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur sera orienté entre l'Est et l'Ouest en passant par le Sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air.

Dans ce cas également, la demande de prime sera accompagnée de la note de dimensionnement du système de prélèvement d'énergie. Si un fluide secondaire est utilisé, son débit et la puissance des auxiliaires seront précisés.

La pompe à chaleur doit être dimensionnée de manière à couvrir l'ensemble des déperditions thermiques du bâtiment pour une température de l'air extérieur supérieure ou égale à une valeur appelée point d'équilibre. Cette valeur doit être au maximum de 2 °C.

1.b. Disposition complémentaire.

L'installation sera munie de compteurs électriques de passage permettant de mesurer la consommation dédiée à l'utilisation de la pompe à chaleur et des auxiliaires de l'installation (c'est-à-dire les circulateurs, thermoplongeurs ainsi que, dans le cas de production d'eau chaude sanitaire, l'appoint).

2. POMPES A CHALEUR POUR LE CHAUFFAGE D'UNE HABITATION

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments **ne sont pas éligibles** au bénéfice de la prime.

2.a. Rejet d'énergie.

§ Rejet sur l'air ambiant :

Les pompes à chaleur qui rejettent l'énergie thermique sur l'air ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

§ Rejet au moyen d'un fluide calorigène ou de l'eau :

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant ou mur chauffant, et l'usage de ventilo-convecteurs à basse température pour les locaux hors séjour, sont autorisés.

Le chauffage d'une pièce de vie exclusivement à l'aide d'un élément d'émission de chaleur fonctionnant uniquement à l'électricité n'est autorisé que dans les salles de bains et douches.

2.b. Performances minimales.

Pour être éligible à la prime, la Pompe à Chaleur pour le chauffage de l'habitation doit respecter un Coefficient de Performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	35 °C	5.1
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	35 °C	4.3

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1
Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	- 5 °C	35 °C	4
	Gaz	- 5 °C	35 °C	4

Néanmoins, il est aussi possible de déterminer les COP des systèmes à détente directe conformément aux spécifications de la norme NBN EN 15879-1 ou pr EN 15879-2 en vigueur lors de la réalisation du test, en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	4 °C	35 °C	4.3
	Gaz	4 °C	35 °C	4.3

2.c. Utilisation combinée pour l'eau chaude sanitaire

Si la pompe à chaleur est utilisée aussi pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire, la prime est majorée si les conditions suivantes sont remplies :

- La pompe à chaleur respecte les critères minimaux définis ci-dessus pour le chauffage de l'habitation;
- Le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte;
- Le système devra permettre de prévenir le risque de légionellose et il sera muni du groupe de sécurité classique;
- Pour les pompes à chaleur air dynamique/eau le fonctionnement de la pompe à chaleur doit être garanti pour une température de l'air extérieur jusqu'à 2 °C;

- Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	45 °C	2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	45 °C	3.5

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

- Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Air extérieur statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	45 °C	2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	- 5 °C	45 °C	3
	Gaz	- 5 °C	45 °C	3

Néanmoins, il est aussi possible de déterminer les COP des systèmes à détente directe conformément aux spécifications de la norme NBN EN 15879-1 ou pr EN 15879-2 en vigueur lors de la réalisation du test, en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	4 °C	45 °C	3.5
	Gaz	4 °C	45 °C	3.5

3. POMPE A CHALEUR POUR LA PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE (PAC ECS)

3.a. Rejet d'énergie.

Le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte.

Le système devra permettre de prévenir le risque de légionellose et il sera muni du groupe de sécurité classique.

3.b. Performances minimales.

Pour les pompes à chaleur air dynamique/eau le fonctionnement de la pompe à chaleur doit être garanti pour une température de l'air extérieur jusqu'à 2 °C.

Pour être éligible à la prime, la Pompe à Chaleur pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire doit respecter un Coefficient de Performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre et de la norme en vigueur lors de la réalisation du test.

3.b.1 Coefficient de Performance établi suivant la norme NBN EN 255-3.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP minimaux à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude	COP Minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3.5

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 255-3 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP minimaux à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude	COP Minimal
Air extérieur statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude	COP Minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	- 5 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3
	Gaz	- 5 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3

3.b.2 Coefficient de Performance établi suivant la norme NBN EN 16147

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 16147 en vigueur lors de la réalisation du test sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP des pompes à chaleur « Air extérieur statique » sont déterminés selon la méthodologie proposée par la norme NBN EN 16147.

Le COP minimal à atteindre par ces systèmes est de 2,9 pour les conditions d'essai définies par la norme NBN EN 16147. La température d'eau chaude de référence doit être \geq à 52 °C.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Namur, le 23 décembre 2011.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 2

Annexe 4 - Etude de pertinence

L'étude de pertinence comprendra au moins :

1. La description des besoins en chaleur :

* Logements existants : puissance installée, consommations annuelles normalisées en fonction des degrés-jours, la description des chaufferies existantes (pour bâtiments existants à raccorder), type de combustible utilisé et profil des usagers, et, notamment la consommation en eau chaude sanitaire.

* Logements à créer : évaluation de la puissance installée et estimation des consommations annuelles normalisées en fonction des degrés-jours, profil des futurs usagers, et, notamment la consommation en eau chaude sanitaire.

2. La description des mesures URE programmées à court terme (préciser) dans les logements existants et leurs impacts chiffrés sur les consommations du projet une fois réalisées.

3. La description du tracé et des branches du réseau de chaleur envisagé : longueur, densité énergétique (MWh/mètre courant de réseau), par branche et globalement, idéalement sous forme de tableau synthétique, le type de matériel envisagé pour le réseau (souple, rigide...).

4. La description des sous-stations envisagées : puissance par logement, type d'échangeur...

5. Les coûts et caractéristiques des combustibles de références et de substitution : PCI, granulométries et humidité pour plaquettes de bois... utilisé pour le système centralisé de production de chaleur.

6. L'estimation des besoins thermiques totaux du réseau et de chacune des branches. Présentation de la monotone du réseau complet

7. L'estimation des puissances thermiques nécessaires du système centralisé de production de chaleur pour couvrir les besoins thermiques du réseau complet.

8. La description technique du mode de fonctionnement du système centralisé de production de chaleur (y compris à charge partielle) : chaudières biomasse, cogénérations, (mono (type de biomasse) ou bi-énergie (type de biomasse, gaz naturel, mazout), usage ou non de ballons accumulateurs, types et puissances des équipements, taux de couverture des besoins thermiques annuels par la biomasse et éventuellement par le gaz naturel, le mazout...)

9. L'estimation des consommations en combustibles (biomasse/gaz/mazout).

10. Le descriptif des installations : localisation et dimensionnement de la chaufferie, des locaux techniques et du silo : surface, volume utile et total du silo, solution envisagée pour le silo (aérien, enterré, silo trémie..., type de trappes, mode de désilage et de transfert du combustible...). Accessibilité et aire de manœuvre pour l'approvisionnement en combustible (biomasse).

11. Un plan de localisation et d'implantation général de la chaufferie, des locaux techniques et du réseau de chaleur.

12. L'évaluation des coûts d'investissement pour les principaux postes : chaufferie, locaux techniques et silo, les équipements du système centralisé de production de chaleur, réseau, sous-stations...

13. Le bilan économique et financier du projet (avec aides identifiées et sans aide).

14. Le bilan environnemental du projet, dont les réductions d'émissions de CO₂ par rapport à la situation existante ou par rapport à une solution classique au gaz ou au mazout. Pour les logements à créer, le bilan sera établi sur base d'un bilan annuel global, calculé en fonction des fonctionnements saisonniers de l'installation et par rapport à une situation de référence incluant les meilleures techniques disponibles et, en particulier, un niveau Ew égal à 65.

15. Conclusions et/ou recommandations pour améliorer le projet.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Namur, le 23 décembre 2011.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 464

[2012/200697]

23. DEZEMBER 2011 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes, insbesondere des Artikels 51*bis*, Absatz 1, 2°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere des Artikels 25*bis*;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, Artikel 29*bis*;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung;

Aufgrund des am 9. Dezember 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Dezember 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Abänderungen des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 am 1. Januar 2012 in Kraft treten sollen,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird wie folgt abgeändert:

1° in 13° wird der Wortlaut "2.200 Euro" durch den Wortlaut "2.400 Euro" ersetzt;

2° ein Punkt 13/1° und ein Punkt 13/2° mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

"13/1° Als zusätzliches unterhaltsberechtigtes Kind zählen:

a) der Antragsteller, wenn er behindert ist, oder wenn sein mit ihm lebender Ehepartner oder die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person behindert ist;

b) das unterhaltsberechtigte, als behindert anerkannte Kind;

13/2° "behinderte Person": die in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 zur Bestimmung des Begriffs von behinderter Person im Sinne des Artikels 1, 33° des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnte Person;";

3° Punkt 14° wird durch Folgendes ersetzt:

"14° "geringes Einkommen": Einkommen zwischen 12.900,01 Euro und 25.700 Euro wenn der Antragsteller alleinstehend ist, oder zwischen 17.500,01 Euro und 32.100 Euro wenn der Antragsteller in ehelicher oder eheähnlicher Gemeinschaft lebt;";

4° Punkt 15° wird durch Folgendes ersetzt:

"15° "prekäres Einkommen": Einkommen, das 12.900 Euro nicht übertrifft, wenn der Antragsteller alleinstehend ist, oder 17.500 Euro nicht übertrifft, wenn der Antragsteller in ehelicher oder eheähnlicher Gemeinschaft lebt;";

5° Punkt 23° wird durch Folgendes ersetzt:

"23° "Unternehmer": gemäß dem Königlichen Erlass vom 27. Dezember 2007 zur Ausführung der Artikeln 400, 401, 403, 404 und 406 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 und des Artikels 30bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer registrierter Unternehmer;";

6° ein Punkt 25°, ein Punkt 26° und ein Punkt 27° mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

"25° "Wärmenetz": Gesamtheit der technischen Elemente, die die Verbindung zwischen einem zentralisierten Wärmeerzeugungssystem und mindestens drei Gebäuden sichern, zwar mit dem Zweck, mindestens vier Wohneinheiten zu heizen;

26° "zentralisiertes Wärmeerzeugungssystem": ausschließlich die in den Artikeln 21 und 31 erwähnten Anlagen, die ein Wärmenetz versorgen;

26° "Unterwerk": die Ventile, der Wärmetauscher und die Zähler, die jeder Wohneinheit oder jedem Gebäude erlauben, durch die Wärme des Netzes versorgt zu werden."

Art. 2 - In den Artikeln 2, 6, 7, 8, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 29, § 2, § 3, § 4, § 31, § 37, § 40, § 42, § 48, § 49, § 50, § 52, § 53, § 54, § 55, § 56, § 57, § 61, § 62, § 64, § 70 und § 80 desselben Erlasses wird der Wortlaut "registrierter Unternehmer" jeweils durch den Wortlaut "Unternehmer" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 5 wird wie folgt abgeändert:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Eine Prämie wird bei der Renovierung eines Gebäudes für die Wärmeisolierung des Daches oder des Dachgeschosses gewährt, die von einem Unternehmer ausgeführt wird. Diese Prämie beträgt:

a) 10 Euro/m² mit einem Dämmstoff isolierter Fläche, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 3,5 m²K/W beträgt;

b) 13 Euro/m² mit einem Dämmstoff isolierter Fläche, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 4 m²K/W beträgt.

Wenn der Antragsteller die Arbeiten selbst durchführt, beträgt die Prämie in Abweichung von Absatz 1:

a) 5 Euro/m² mit einem Dämmstoff isolierter Fläche, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 3,5 m²K/W beträgt;

b) 8 Euro/m² mit einem Dämmstoff isolierter Fläche, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 4 m²K/W beträgt;";

2° in § 3 wird der Wortlaut "§ 1, Absatz 1" durch den Wortlaut "§ 1, Absatz 1, a oder b" ersetzt;

3° in § 4 wird der Wortlaut "§ 1, Absatz 2" durch den Wortlaut "§ 1, Absatz 2, a oder b" ersetzt;

4° in § 5 wird der Wortlaut "3 euro" durch den Wortlaut "3 Euro" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 6 wird wie folgt abgeändert:

2. § 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Betrag der in Absatz 1, c erwähnten Prämie wird um 20 Euro erhöht wenn der Koeffizient R des Dämmstoffes mindestens 3,5 m²K/W beträgt;";

2° in § 3 wird der Wortlaut "§ 2, a" durch den Wortlaut "§ 2, Absatz 1, a" ersetzt;

3° in § 4 wird der Wortlaut "§ 2, b" durch den Wortlaut "§ 2, Absatz 1, b" ersetzt;

4° in § 5 wird der Wortlaut "§ 2, c" durch den Wortlaut "§ 2, Absatz 1, c bzw. Absatz 2" ersetzt;

5° in § 6 wird der Wortlaut "3 euro" durch den Wortlaut "3 Euro" ersetzt.

Art. 5 - Artikel 7 wird wie folgt abgeändert:

1° § 2, a wird durch den folgenden Wortlaut ergänzt:

"Wenn, in Abweichung von § 1, Absatz 1, die Isolierung von unten aus oder in der Struktur des Fußbodens von dem Antragsteller selbst durchgeführt wird, beträgt die Prämie 5 Euro/m² isolierter Fläche;";

2. § 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Betrag der in Absatz 1, a erwähnten Prämie wird um 10 Euro erhöht wenn der Koeffizient R des Dämmstoffes mindestens 3,5 m²K/W beträgt;";

3° in § 3 wird der Wortlaut "§ 2, a" durch den Wortlaut "§ 2, Absatz 1, a bzw. Absatz 2" ersetzt;

4° § 3, a wird durch den folgenden Wortlaut ergänzt:

"wenn, in Abweichung von § 1, Absatz 1, die Isolierung von unten aus oder in der Struktur des Fußbodens von dem Antragsteller selbst durchgeführt wird, beträgt diese Erhöhung 1 Euro/m² isolierter Fläche;";

5° § 3, *b* wird durch den folgenden Wortlaut ergänzt:

„wenn, in Abweichung von § 1, Absatz 1, die Isolierung von unten aus oder in der Struktur des Fußbodens von dem Antragsteller selbst durchgeführt wird, beträgt diese Erhöhung 2 Euro/m² isolierter Fläche.“;

6° in § 4 wird der Wortlaut „§ 2, *b*“ durch den Wortlaut „§ 2, Absatz 1, *b*“ ersetzt;

7° in § 5 wird der Wortlaut „3 euro“ durch den Wortlaut „3 Euro“ ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 8, Absatz 4 wird der Wortlaut „15 euro“ durch den Wortlaut „15 Euro“ ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 9, § 1, Absatz 2 wird Punkt 4° durch Folgendes ersetzt:

„4° wenn aufgrund der Höhe des Einkommens eine Erhöhung der Prämie beantragt wird:

a) aus einem Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Feststellung der Zusammensetzung des Haushalts des Antragstellers zwischen dem Datum der Endrechnung und dem Datum des Antrags;

b) aus dem Zeugnis oder den Zeugnissen betreffend die von dem Haushalt bezogenen Kindergelder, wobei diese Zeugnisse, einschließlich der für den Anspruch auf Anwendung von Artikel 1, 13/1°, *b* erforderlichen Vermerke, von der Kinderzulagenkasse, der Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder jeder sonstigen zuständigen Stelle ordnungsgemäß ausgefüllt werden müssen;

c) für die Anwendung von Artikel 1, 13/1°, *a*, aus der Behinderungsbescheinigung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Soziale Sicherheit, die die Behinderung gemäß Artikel 1, 13/2° feststellt und die Schwere der anerkannten Behinderung angibt;

d) aus einer Kopie des Steuerbescheids betreffend das Einkommen oder ggf. aus jeglichen sonstigen Dokuments, anhand dessen die Höhe des Einkommens bestimmt werden kann. Wenn die Antragsteller Gehälter, Löhne, Zulagen oder Nebeneinkünfte, die auf nationaler Ebene steuerfrei sind, beziehen, müssen sie eine Bescheinigung des Lohnschuldners beibringen, in der all diese bezogenen Gehälter, Löhne, Zulagen bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, damit auf dieser Basis die Grundlage ermittelt werden kann, die besteuert worden wäre, wenn diese Einkünfte nach dem gemeinrechtlichen System steuerlich erfasst worden wären;

e) aus einer Bescheinigung auf Ehrenwort des Antragstellers zur Bescheinigung, dass der Antragsteller und/oder der mit ihm zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person über das Volleigentum an diesem Gebäude verfügt, oder aus einer Kopie des Auszugs der Vereinbarung zur Bescheinigung, dass der Antragsteller und/oder der mit ihm zusammenlebende Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person über einen Mietvertrag für den Hauptwohnsitz in diesem Gebäude verfügt.

Art. 8 - In Artikel 14 wird der Wortlaut „gemäß der Norm NBN EN 13829, ergänzt durch die Anlagen 1 und 2, gemäß dem Verfahren A“ durch den Wortlaut „gemäß der Norm NBN EN 13829 und nach dem von dieser Norm bestimmten Verfahren A, ergänzt durch die Anlagen 1 und 2“.

Art. 9 - Artikel 20 wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird der Wortlaut „400 Euro“ durch den Wortlaut „450 Euro“ ersetzt;

2° § 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Der Heizkessel muss mit einem System zur Wärmeregulation ausgerüstet sein, das an einen Außenfühler oder an jedes andere System, das die Wärmeregulation des Heizkessels funktionstüchtig macht, angeschlossen ist.“;

3° in § 2, Absatz 1, 2° und 3° wird der Wortlaut „2.900 Euro“ durch „2.950 Euro“ und der Wortlaut „7.100 Euro“ durch den Wortlaut „7.150 Euro“ ersetzt;

4° § 4 wird aufgehoben;

5° im alten § 6, aus dem § 5 wird, wird der Wortlaut „in § 1 und § 4 erwähnten“ durch den Wortlaut „in § 1 erwähnten“ ersetzt;

6. der alte § 6, aus dem § 5 wird, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„In Abweichung von Absatz 1 können die Anlagen vom Antragsteller unter Einhaltung der Regeln der Technik installiert werden, wenn es sich um mit Erdgas betriebene industrielle Anlagen handelt.“;

7° der alte § 7 wird aufgehoben.

Art. 10 - Artikel 21 wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

„Der Betrag der Prämie wird wie folgt berechnet:

1° wenn die Leistung höchstens 50 kW beträgt, beläuft sich die Prämie auf 1.750 Euro;

2° bei einer Leistung über 50 kW beträgt die Prämie 1.750 Euro zuzüglich 35 Euro pro kW-Zahl zwischen 50 und 100 kW;

3° bei einer Leistung über 100 kW beträgt die Prämie 3.500 Euro zuzüglich 18 Euro pro kW-Zahl zwischen 100 und 500 kW;

4° bei einer Leistung über 500 kW beträgt die Prämie 10.700 Euro zuzüglich 8 Euro pro kW-Zahl über 500 kW.“;

2° ein neuer § 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„§ 2. Wenn das Gerät ein zentralisiertes Wärmeerzeugungssystem bildet, wird der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie um 100 Euro pro laufenden Meter der Leitung erhöht.“

Die in Absatz 1 erwähnte Erhöhung wird auf 50% des Rechnungsbetrags und auf 100.000 Euro pro Wärmenetz begrenzt.

Wenn die kumulierte Länge sämtlicher Leitungen mindestens 100 Meter beträgt, wird die in § 1 erwähnte Erhöhung erst nach der Durchführung einer Relevanzstudie gewährt, die durch einen für die besonderen Techniken der Kraft/Wärme-Kopplung oder der Biomasse im Rahmen der AMURE- oder UREBA-Programme zugelassenen Auditor gemäß dem in der Anlage 4 befindlichen Lastenheft durchgeführt wird. Die Studie muss die technische und energetische Relevanz des Projektes beweisen.“;

3° im alten § 2, aus dem § 3 wird, wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„3° Leitungen: das Hauptleitungsnetz des Wärmenetzes, mit Ausnahme jeder Leitung, die die Gebäude und die Wohneinheiten speziell versorgt. Im Falle mehrerer übereinander liegender Leitungsnetze, wird nur die Länge eines einzigen Leitungsnetzes berücksichtigt.“;

4° im alten § 3, aus dem § 4 wird, wird der Wortlaut „§ 1“ durch den Wortlaut „§ 1 und § 2“ ersetzt.

Art. 11 - Artikel 25 wird wie folgt abgeändert:

1° der Wortlaut "§ 1" wird am Anfang des ersten Satzes eingefügt;

2° im alten § 1, aus dem § 2 wird, wird Punkt 5° durch Folgendes ersetzt:

"5° in Übereinstimmung mit Artikel 20, § 1, Absatz 5, aus einer Bescheinigung des Unternehmers über das tatsächliche Funktionieren des Systems zur Wärmeregulierung."

Art. 12 - Artikel 26 wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 2 wird, während aus dem alten Punkt 3° Punkt 4° wird, ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3° im in Artikel 21, § 2, Absatz 3 erwähnten Fall, aus einer Kopie der gemäß dem in der Anlage 4 befindlichen Lastenheft durchgeführten Relevanzstudie;"

2° in Absatz 2, neuer 4°, *a* und *b*, wird der Wortlaut "NBN EN 255-3" jeweils durch den Wortlaut "oder NBN EN 16147" ergänzt, und der Wortlaut "pr EN 15879-1" jeweils durch den Wortlaut "NBN EN 15879-1" ersetzt.

Art. 13 - Artikel 29 wird durch die folgende Bestimmung abgeändert:

"Art. 29 - Eine Prämie von 1.500 Euro wird bei der Installation und dem Anschluss eines Unterwerks an ein Wärmenetz gewährt, wenn diese Arbeiten durch einen Unternehmer durchgeführt werden.

Der in Absatz 1 erwähnte Betrag wird um € 100 pro laufenden Meter der die spezielle Versorgung der Wohneinheit oder des Gebäudes ermöglichenden Leitungen erhöht, und auf 10 Meter Leitungen begrenzt."

Art. 14 - Artikel 30 wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1, 1°, Absatz 2, *c* und *d*, und 2°, Absatz 2, *g* und *h*, wird der Wortlaut "pr EN 15879-1" jeweils durch den Wortlaut "NBN EN 15879-1" ersetzt;

2° in § 2 werden Punkt 3° und Punkt 4° gestrichen und durch einen Punkt 3° mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"3° in den in Artikel 21, § 2, Absatz 3 oder in Artikel 31, § 2, Absatz 3 erwähnten Fällen:

a) aus einer Bescheinigung des Netzbetreibers über die Anschlussmöglichkeit neuer Verbraucher an sein Wärmenetz, die individuell in Bezug auf ihre Lokalisierung und auf ihre voraussichtlichen jährlichen Verbrauchswerte (in kWh/Jahr ausgedrückt) identifiziert werden können.

b) aus einer Kopie des Geschäftsführungsvertrags und/oder der Vereinbarung zwischen dem Netzbetreiber und den Verbrauchern, in der u.a. die Dauer der Verpflichtungen, die etwaigen festen und/oder schwankenden Kosten außer dem Energieverbrauch, die Tarif- oder sogar die Indexierungsformel oder die Formel zur Revision der Verkaufspreise für die Energie stehen.

Art. 15 - Artikel 31 wird durch die folgende Bestimmung abgeändert:

"Art. 31. § 1. Eine Prämie wird bei der von einem Unternehmer vorgenommenen Installation einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsmikroanlage oder einer hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplungsanlage gewährt, die mindestens 10% Einsparung der Kohlendioxidausstöße im Vergleich zu den Kohlendioxidausstößen bei der getrennten Erzeugung derselben Mengen von Wärme und Strom in modernen Bezugsanlagen zur Folge hat, deren jährliche Betriebserträge jedes Jahr von der CWaPE definiert und veröffentlicht werden. Die berücksichtigte Wärme ist die Nutzwärme, d.h. diejenige, die tatsächlich für Wärmebedürfnisse außerhalb des Kraft/Wärme-Kopplungsverfahrens verwendet wird.

Die Prämie beträgt 20% des Rechnungsbetrags und darf 15.000 Euro pro Anlage nicht überschreiten.

§ 2. Wenn die Anlage ein zentralisiertes Wärmeerzeugungssystem bildet, wird der Betrag der in § 1 erwähnten Prämie um 100 Euro pro laufenden Meter der Leitung erhöht.

Die in Absatz 1 erwähnte Erhöhung wird auf 50% des Rechnungsbetrags und auf 100.000 Euro pro Wärmenetz begrenzt.

Wenn die kumulierte Länge sämtlicher Leitungen mindestens 100 Meter beträgt, wird die in § 1 erwähnte Erhöhung erst nach der Durchführung einer Relevanzstudie gewährt, die durch einen für die besonderen Techniken der Kraft/Wärme-Kopplung oder der Biomasse im Rahmen der AMURE- oder UREBA-Programme zugelassenen Auditor gemäß dem in der Anlage 4 befindlichen Lastenheft durchgeführt wird. Die Studie muss die technische und energetische Relevanz des Projektes beweisen.

§ 3. Im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man unter Leitungen das Hauptleitungsnetz des Wärmenetzes, mit Ausnahme jeder Leitung, die die Gebäude und die Wohneinheiten speziell versorgt. Im Falle mehrerer übereinander liegender Leitungsnetze, wird nur die Länge eines einzigen Leitungsnetzes berücksichtigt.

4. Die in § 1 und § 2 erwähnten Anlagen werden von einem Unternehmer installiert."

Art. 16 - Artikel 32 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 32 - Eine Prämie wird für die Thermografie eines Gebäudes gewährt, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der Temperaturunterschied zwischen der kältesten Stelle des geschützten Volumens des Gebäudes und dem Außen muss mindestens 10°C betragen;

2° die Innenraumtemperatur des geschützten Volumens des Gebäudes muss einheitlich sein, ein Temperaturunterschied von 4°C zwischen den verschiedenen inneren Zimmern des geschützten Volumens ist gestattet;

3° die gesamte Thermografie muss dann durchgeführt werden, wenn keine direkte Sonneneinstrahlung die Auslegung der Ergebnisse behindert;

4° die gesamte Thermografie muss bei trockenem Wetter durchgeführt werden.

§ 2. Der Bericht des Energieaudits mittels Thermografie erwähnt:

1° die möglichen Verbesserungen an der Außenhaut des Gebäudes;

2° die Innenraumtemperaturen des Gebäudes an mindestens drei gleichmäßig im geschützten Volumen des Gebäudes verteilten Stellen;

3° die Außentemperatur;

4° die Wetterbedingungen während des Energieaudits;

§ 3. Die Prämie beträgt 50% des Rechnungsbetrags oder der Honorarrechnung und darf 200 Euro pro Energieaudit für ein Einfamilienhaus oder 700 Euro pro Energieaudit und pro Gebäude in den anderen Fällen nicht überschreiten."

Art. 17 - In Artikel 33, Absatz 2 wird ein Punkt 5° mit folgendem Wortlaut eingefügt:
"5° im in Artikel 31, § 2, Absatz 3 erwähnten Fall, aus einer Kopie der gemäß dem in der Anlage 4 befindlichen Lastenheft durchgeführten Relevanzstudie."

Art. 18 - In Artikel 34, Absatz 2, 3° wird der Wortlaut "Artikel 32" durch den Wortlaut "Artikel 32, § 2" ersetzt.

Art. 19 - Artikel 48 wird wie folgt abgeändert:

1° § 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Betrag der in Absatz 1 erwähnten Prämie wird um 3 Euro/m² Fläche erhöht, die mit einem Dämmstoff isoliert wurde, dessen Wärmewiderstandskoeffizient R mindestens 4 m²K/W beträgt;"

2° in § 3 wird der Wortlaut "3 euro" durch den Wortlaut "3 Euro" ersetzt.

Art. 20 - Artikel 49 wird wie folgt abgeändert:

1° § 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Betrag der in Absatz 1, c erwähnten Prämie wird um 20 Euro erhöht wenn der Koeffizient R des Dämmstoffes mindestens 3,5 m²K/W beträgt;"

2° in § 3 wird der Wortlaut "3 euro" durch den Wortlaut "3 Euro" ersetzt.

Art. 21 - Artikel 50 wird wie folgt abgeändert:

1° § 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Betrag der in Absatz 1, a erwähnten Prämie wird um 10 Euro erhöht wenn der Koeffizient R des Dämmstoffes mindestens 3,5 m²K/W beträgt;"

2° in § 3 wird der Wortlaut "3 euro" durch den Wortlaut "3 Euro" ersetzt.

Art. 22 - Artikel 52 wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1, Absatz 1 wird der Wortlaut "400 Euro" durch den Wortlaut "450 Euro" ersetzt;

2° § 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Heizkessel muss mit einem System zur Wärmeregulation ausgerüstet sein, das an einen Außenfühler oder an jedes andere System, das die Wärmeregulation des Heizkessels funktionstüchtig macht, angeschlossen ist;"

3° in § 2, Absatz 1, 2° und 3° wird der Wortlaut "2.900 Euro" durch "2.950 Euro" und der Wortlaut "7.100 Euro" durch den Wortlaut "7.150 Euro" ersetzt;

4° § 5 wird aufgehoben.

Art. 23 - Artikel 53, § 1, Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Betrag der Prämie wird wie folgt berechnet:

1° wenn die Leistung höchstens 50 kW beträgt, beläuft sich die Prämie auf 1.750 Euro;

2° bei einer Leistung über 50 kW beträgt die Prämie 1.750 Euro zuzüglich 35 Euro pro kW-Zahl zwischen 50 und 100 kW;

3° bei einer Leistung über 100 kW, beträgt die Prämie 3.500 Euro zuzüglich 18 Euro pro kW-Zahl zwischen 100 und 500 kW;

4° bei einer Leistung über 500 kW beträgt die Prämie 10.700 Euro zuzüglich 8 Euro pro kW-Zahl über 500 kW."

Art. 24 - In Artikel 59, Absatz 2, 4° wird b durch Folgendes ersetzt:

"b) in Übereinstimmung mit Artikel 52, § 1, Absatz 5, aus einer Bescheinigung des Unternehmers über das tatsächliche Funktionieren des Systems zur Wärmeregulation."

Art. 25 - Artikel 60, Absatz 2 wird wie folgt abgeändert:

1° in 3°, a und b wird der Wortlaut "pr EN 15879-1" jeweils durch den Wortlaut "NBN EN 15879-1" ersetzt;

2° in 4°, a und b wird der Wortlaut "NBN EN 255-3" jeweils durch den Wortlaut "oder NBN EN 16147" ergänzt, und der Wortlaut "pr EN 15879-1" jeweils durch den Wortlaut "NBN EN 15879-1" ersetzt.

Art. 26 - Artikel 63 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 63 - § 1. Eine Prämie wird für die Thermografie eines Gebäudes gewährt, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° der Temperaturunterschied zwischen der kältesten Stelle des geschützten Volumens des Gebäudes und dem Außen muss mindestens 10°C betragen;

2° die Innenraumtemperatur des geschützten Volumens des Gebäudes muss einheitlich sein, ein Temperaturunterschied von 4°C zwischen den verschiedenen inneren Zimmern des geschützten Volumens ist gestattet;

3° die gesamte Thermografie muss dann durchgeführt werden, wenn keine direkte Sonneneinstrahlung die Auslegung der Ergebnisse behindert;

4° die gesamte Thermografie muss bei trockenem Wetter durchgeführt werden.

§ 2. Der Bericht des Energieaudits mittels Thermografie erwähnt:

1° die möglichen Verbesserungen an der Außenhaut des Gebäudes;

2° die Innenraumtemperaturen des Gebäudes in mindestens drei gleichmäßig im geschützten Volumen des Gebäudes verteilten Stellen;

3° die Außentemperatur;

4° die Wetterbedingungen während des Energieaudits.

§ 3. Die Prämie beträgt 50% des Rechnungsbetrags oder der Honorarrechnung und darf 200 Euro pro Energieaudit für ein Einfamilienhaus oder 700 Euro pro Energieaudit und pro Gebäude in den anderen Fällen nicht überschreiten."

Art. 27 - In Artikel 67, Absatz 2, 3° wird der Wortlaut "Artikel 63" durch den Wortlaut "Artikel 63, § 2" ersetzt.

Art. 28 - In Artikel 81, Absatz 4 wird in der französischen Fassung der Wortlaut "euros 100" durch den Wortlaut "100 euros" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 90/1, 1°, a und b und 2°, a und b wird der Wortlaut "31. Dezember 2011" jeweils durch den Wortlaut "31. Dezember 2012" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 95 wird der Wortlaut "31. Dezember 2011" jeweils durch den Wortlaut "31. Dezember 2012" ersetzt.

Art. 31 - Es wird ein Artikel 96bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 96bis - Zur Anwendung von Artikel 4, Absatz 2 und Artikel 96 dürfen die maximal bereitzustellenden Geldmittel, die für die in Artikel 21, § 2 und Artikel 31, § 2 erwähnten Prämien bestimmt sind, 500.000 Euro nicht überschreiten."

Art. 32 - Die als "Energiegewinnung" betitelte Anlage 3 desselben Erlasses, so wie sie durch den Ministerialerlass vom 18. Februar 2011 eingefügt wurde, wird durch die Anlage 1 des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 33 - Die als "Relevanzstudie" betitelte Anlage 4 desselben Erlasses wird durch die Anlage 2 des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 34 - Die folgenden Bestimmungen werden als Errata folgendermaßen berichtigt:

1° die Stelle von Artikel 19 wird solchermaßen berichtigt, dass er sich zwischen den als "Kapitel III — Heizanlagen" bzw. als "Abschnitt 1 — Investitionen in allen Gebäuden" betitelten Einteilungen des Titels 2 befindet;

2° die Stelle von Artikel 51/1, so wie er durch Artikel 16 des Ministerialerlasses zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 18. Februar 2011 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung eingefügt wurde, wird solchermaßen berichtigt, dass er sich zwischen den als "Kapitel III — Heizanlagen" bzw. als "Abschnitt 1 — Für die Heizung zugelassene Investitionen" betitelten Einteilungen des Titels 3 befindet.

3° In den nachstehend erwähnten Artikeln wird der Wortlaut "pr EN 15897-2" jeweils durch den Wortlaut "pr EN 15879-2" ersetzt:

a) in Artikel 26, Absatz 2, alter Punkt 3°, aus dem ein neuer Punkt 4° wird, *a* und *b*;

b) in Artikel 30, § 1, 1°, Absatz 2, *c* und *d* und 2°, Absatz 2, *g* und *h*;

c) in Artikel 60, Absatz 2, 3°, *a* und *b* und 4°, *a* und *b*.

Art. 35 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2012 in Kraft.

Namur, den 23. Dezember 2011

J.-M. NOLLET

ANLAGE 1

Anlage 3 - Energiegewinnung

1. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

1.a. Energiegewinnung.

Wenn die Betreibung dieser natürlichen Ressource der Gewährung einer Städtebau- und/oder Umweltgenehmigung unterliegt, muss der Beweis für die Annahme dieser Genehmigung(en) auf jeden Fall dem Prämienantrag beigefügt werden.

§ Im Wasser:

Die Gewinnung kann entweder im Oberflächenwasser (Flüsse, Weiher, Seen...) oder in tiefen Gewässern (Grundwasservorkommen, Brunnen...), auf "statische" oder "dynamische" Art erfolgen.

Dem Prämienantrag wird das Berechnungsblatt für das ganze System der Energieentnahme beigefügt:

- Im Falle einer "dynamischen" Gewinnung (durch Pumpen) enthält dies u.a. die Dimensionierung der etwaigen zwischenliegenden Wärmetauscher, die Abflussmengen von Flüssigkeiten, die Delta-Werte der Temperatur, die Leistung der Hilfsaggregate...

- Im Falle einer "statischen" Gewinnung (mittels eines versenkten Wärmetauschers) enthält dies u.a. die Dimensionierung des Wärmetauschers, des etwaigen künstlichen Beckens oder der natürlichen Quelle...

§ Im Boden:

Die Energiegewinnung wird man entweder mittels eines horizontal eingegrabenen Verdampfers oder mittels eines horizontal oder vertikal im Boden eingegrabenen Wärmetauschers mit Glykol-Wasser vornehmen können.

Dem Prämienantrag wird das Berechnungsblatt für das ganze System zur Entnahme von Energie beigefügt:

- Im Falle der Verwendung einer Zwischenflüssigkeit wie z.B. Glykol-Wasser handelt es sich entweder um die Dimensionierung des horizontal gelegten Wärmetauschers oder um die vertikale(n) Sonde(n). In der Notiz müssen die Abflussmenge der sekundären Flüssigkeit und die Leistung des Hilfsaggregats stehen.

- Im Falle eines horizontalen Verdampfers handelt es sich um dessen Dimensionierung.

Im Falle einer Gewinnung mittels einer vertikalen Sonde muss dem Formular für den Prämienantrag ein von der bzw. für die Bohrfirma erstellter Bericht über die geologische Analyse beigefügt werden.

§ In der Außenluft:

Die Energie kann aus der Außenluft statisch bzw. dynamisch gewonnen werden.

Die Wärmepumpen, die die Außenluft als Energiequelle benutzen, können eventuell mit einem elektrischen Zusatz-Tauchsieder auf der Seite der Wärmeableitung ausgerüstet werden. Dieser muss unterhalb des Kondensators installiert werden.

Die Wärmepumpen für die Erzeugung von Brauchwarmwasser müssen tatsächlich unter den Temperaturverhältnissen funktionieren, die im vorliegenden Lastenheft festgelegt werden.

Der Verdampfer muss außerhalb des Gebäudes stehen. Im Falle einer dynamischen Gewinnung kann der Verdampfer jedoch innerhalb des Gebäudes installiert sein, wenn er mit dichten Hüllen versehen ist, um Außenluft anzusaugen und die angesaugte Luft außerhalb des Gebäudes abzuleiten.

Im Falle einer statischen Gewinnung muss die Wärmepumpe nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausgerüstet werden, aber der externe Wärmetauscher muss zwischen Osten und Westen in Richtung Süden orientiert sein, wobei für die Sonneneinstrahlung und die natürliche Luftzirkulation keine Hindernisse bestehen dürfen.

Auch in diesem Fall wird man dem Prämienantrag das Berechnungsblatt für die Dimensionierung des Systems zur Entnahme von Energie beifügen. Wird eine sekundäre Flüssigkeit verwendet, so sind die Abflussmenge und die Leistung der Hilfsaggregate anzugeben.

Die Wärmepumpe ist derart zu dimensionieren, dass sie die gesamten Wärmeverluste des Gebäudes für eine Temperatur der Außenluft deckt, die mindestens einen "Gleichgewichtspunkt" genannten Wert erreicht. Dieser Wert muss höchstens 2°C betragen.

1.b. Zusätzliche Bestimmung.

Die Anlage wird mit elektrischen Zwischenzählern versehen werden, die das Messen des für die Verwendung der Wärmepumpe und der Hilfsgeräte der Anlage verbrauchten Stroms ermöglichen (d.h. Umwälzpumpen, Tauchsieder sowie im Falle von Brauchwarmwassererzeugung, Zusatzsystem).

2. WÄRMEPUMPEN ZUR HEIZUNG EINER WOHNUNG

Die **umkehrbaren** Wärmepumpen, die das Kühlen der Gebäude ermöglichen, **sind nicht prämienberechtigt**.

2.a. Energieableitung.

§ Ableitung in die Umgebungsluft:

Die Wärmepumpen, die Wärmeenergie in die Umgebungsluft ableiten, sind nicht prämienerberechtigt.

§ Ableitung mittels einer Wärmeträgerflüssigkeit oder des Wassers:

Die Räumlichkeiten können auf keinen Fall mittels Heizkörper oder Konvektoren geheizt werden. Nur die Boden- bzw. Wandheizung und die Benutzung von Niedertemperatur-Warmwasser-Fan-Coil-Geräten für die Räume, die keine Wohnräume sind, sind erlaubt.

Die Heizung eines Wohnraums ausschließlich durch ein nur strombetriebenes Wärmeerzeugungsgerät wird ausschließlich in den Badezimmern und Duschräumen genehmigt.

2.b. Mindestleistungen.

Um prämienerberechtigt zu sein, muss die zum Heizen der Wohnung verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten genügen, der je nach der eingesetzten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	35°C	3.1
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C (*)	35°C	5.1
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C (*)	35°C	4.3

(*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	35°C	3.1

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	- 5°C	35°C	4
	Gas	- 5°C	35°C	4

Jedoch ist es auch möglich, die Leistungskoeffizienten der Direktsysteme gemäß den Bestimmungen der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 15879-1 oder pr EN 15879-2 zu bestimmen, unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	4°C	35°C	4.3
	Gas	4°C	35°C	4.3

2.c. Kombinierte Verwendung für das Brauchwarmwasser.

Wenn die Wärmepumpe ebenfalls zum Heizen des Brauchwarmwassers benutzt wird, wird die Prämie erhöht, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- Die Wärmepumpe hält die oben zum Heizen der Wohnung bestimmten Mindestkriterien ein;
- Der Warmwasserspeicher hat eine Mindestkapazität von 150 Liter. Der Wasserspeicher wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen.
- Das System wird die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit ermöglichen und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen sein.

- Für die Wärmepumpen dynamische Luft/Wasser muss das Funktionieren der Wärmepumpe für eine Temperatur der Außenluft bis 2°C garantiert sein.

- Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	45°C	2.6
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C (*)	45°C	4.2
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C (*)	45°C	3.5

(*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

- Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	45°C	2.6

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	- 5°C	45°C	3
	Gas	- 5°C	45°C	3

Jedoch ist es auch möglich, die Leistungskoeffizienten der Direktsysteme gemäß den Bestimmungen der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 15879-1 oder pr EN 15879-2 zu bestimmen, unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades bei der Verdampfung	T° der Warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	4°C	45°C	3.5
	Gas	4°C	45°C	3.5

3. WÄRMEPUMPE FÜR DIE BRAUCHWASSERBEREITUNG (WP/BWB)

3.a. Energieableitung.

Der Warmwasserspeicher hat eine Mindestkapazität von 150 Liter. Der Wasserspeicher wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis Höhe/Durchmesser beträgt mindestens 2, um eine korrekte Wasserschichtung zu ermöglichen.

Das System wird die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit ermöglichen und wird mit dem üblichen Sicherheitsaggregat versehen sein.

3.b. Mindestleistungen.

Für die Wärmepumpen dynamische Luft/Wasser muss das Funktionieren der Wärmepumpe für eine Temperatur der Außenluft bis 2°C garantiert sein.

Um prämierechtigt zu sein, muss die zum Heizen des Brauchwarmwassers verwendete Wärmepumpe einem Mindestleistungskoeffizienten genügen, der je nach der eingesetzten Technologie und der zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm variiert.

3.b.1 Gemäß der Norm NBN EN 255-3 festgelegter Leistungskoeffizient.

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der kalten Quelle am Eingang des Verdampfers	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Außenluft dynamisch	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	2.6
Grundwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10°C (*)	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	4.2
Wärmetauscher mit Glykol-Wasser (horizontal oder vertikal)	Wasser	0°C (*)	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	3.5

(*) Wenn ein Nebenkreislauf verwendet wird (zwischenliegender Wärmetauscher und Glykol-Wasser), handelt es sich um die Temperatur dieser Zwischenflüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten der Systeme, die nicht durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 255-3 betroffen sind, werden gemäß der in dieser vorgeschlagenen Methodologie unter Berücksichtigung der in folgender Tabelle stehenden Anforderungen bestimmt. Die durch diese Systeme zu erreichenden Leistungskoeffizienten sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	Temperatur der in Kontakt mit dem Wärmetauscher stehenden Luft	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Statische Außenluft	Wasser	Trockene T°: 2°C Feuchte T°: 1°C	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	2.6

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° der Flüssigkeit bei der Verdampfung	T° warme Quelle	Mindestleistungskoeffizient
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	- 5°C	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	3
	Gas	- 5°C	Erhöhung der Temperatur von 15°C auf 45°C	3

3.b.2 Gemäß der Norm NBN EN 16147 festgelegter Leistungskoeffizient

Die Leistungskoeffizienten der direkt durch die zum Zeitpunkt der Durchführung des Tests geltenden Norm NBN EN 16147 betroffenen Systeme werden gemäß der Spezifikationen Letzterer bestimmt. Die Leistungskoeffizienten der Wärmepumpen "Statische Außenluft" werden gemäß der in der Norm NBN EN 16147 vorgeschlagenen Methodologie bestimmt.

Der durch diese Systeme zu erreichende Mindestleistungskoeffizient beträgt 2,9 in den von der Norm NBN EN 16147 bestimmten Prüfbedingungen. Die Referenztemperatur des Warmwassers muss mindestens 52°C betragen.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. Dezember 2011 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2011

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

ANLAGE 2

Anlage 4 - Relevanzstudie

Die Relevanzstudie enthält mindestens:

1. Die Beschreibung des Wärmebedarfs:

* Bestehende Wohnungen: installierte Leistung, normalisierter Jahresverbrauch je nach den Gradtagen, die Beschreibung der bestehenden Heizungsanlagen (für die bestehenden Wohnungen, die anzuschließen sind), verwendeter Brennstofftyp und Profil der Benutzer, und insbesondere Brauchwarmwasserverbrauch.

* Zu schaffende Wohnungen: Bewertung der installierten Leistung und Einschätzung des normalisierten Jahresverbrauchs je nach den Gradtagen, Profil der zukünftigen Benutzer, und insbesondere Brauchwarmwasserverbrauch.

2. Die Beschreibung der kurzfristig programmierten REN-Messungen (näher angeben) in den bestehenden Wohnungen und ihre ausgerechneten Einwirkungen auf den Verbrauch des Projekts, sobald diese durchgeführt wurden.

3. Die Beschreibung der Trasse und der Zweige des geplanten Wärmenetzes: Länge, Energiedichte (MWh/laufender Meter des Netzes), pro Zweig und global gesehen, bestenfalls in der Form einer zusammenfassenden Tabelle, die Art des für das Netz geplanten Materials (biegsam, hart...).

4. Die Beschreibung der geplanten Unterwerke: Leistung pro Gebäude, Austauschertyp...

5. Die Kosten und Eigenschaften der Referenz- und Ersatzbrennstoffe: HI, Korngrößen und Feuchte für Holzspäne... verwendet für das zentrale Wärmeerzeugungssystem.

6. Die Einschätzung des gesamten Wärmebedarfs des Netzes und eines jeden Zweigs. Vorstellung der vollständigen Dauerlinie des Netzes.

7. Die Einschätzung der erforderlichen Wärmeleistungen des zentralen Wärmeerzeugungssystems, um den Wärmebedarf des gesamten Netzes zu decken.

8. Die technische Beschreibung der Betriebsart des zentralisierten Wärmeerzeugungssystems (einschließlich bei Teilbelastung): Heizkessel für Biomasse, Kraft/Wärme-Kopplung (Mono- (Biomassenart) und Bi-Energie (Biomassenart), Erdgas, Heizöl), Verwendung eines Warmwasserspeichers oder nicht, Typen und Leistungen der Ausrüstungen, Prozentsatz zur Deckung des jährlichen Wärmebedarfs durch Biomasse und ggf. durch Erdgas, Heizöl...

9. Die Einschätzung des Brennstoffverbrauchs (Biomasse/Erdgas/Heizöl).

10. Die Beschreibung der Anlagen: Lokalisierung und Dimensionierung des Heizungskellers, der technischen Räume und des Silos: Fläche, gesamtes Nutzvolumen des Silos, für das Silo geplante Lösung (oberirdisch, unterirdisch, Bunkersilo..., Typ der Verschlussklappen, Methode der Siloentleerung und Transferierung des Brennstoffs...). Erreichbarkeit und Manöverfläche zur Brennstoffversorgung (Biomasse).

11. Einen allgemeinen Lokalisierungs- und Ansiedlungsplan des Heizungskellers, der technischen Räume und des Wärmenetzes.

12. Die Einschätzung der Investitionskosten für die wichtigsten Posten: Heizungskeller, technische Räume, Silo, die Ausrüstungen des zentralen Wärmeerzeugungssystems, Netz, Unterwerke...

13. Die wirtschaftliche und finanzielle Bilanz des Projekts (mit identifizierten Beihilfen und ohne Beihilfen).

14. Die Umweltbilanz des Projekts, worunter die CO₂-Emissionsreduktionen im Verhältnis zu der bestehenden Lage oder im Verhältnis zu der klassischen Gas- oder Heizöllösung. Bei den zu schaffenden Wohnungen wird die Bilanz auf der Grundlage einer Gesamtjahresbilanz aufgestellt, die unter Berücksichtigung des jahreszeitlich bedingten Funktionierens der Anlage und im Verhältnis zu einer Referenzlage berechnet wird, die die besten verfügbaren Techniken einschließt und insbesondere ein EW-Wert von 65.

15. Schlussfolgerungen und/oder Empfehlungen zur Verbesserung des Projekts.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. Dezember 2011 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Dezember 2011

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 464

[2012/200697]

23 DECEMBER 2011. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure tot toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 51*bis*, eerste lid, 2°;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 25*bis*;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 29*bis*;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure tot toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2011;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 december 2011;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wijzigingen in het ministerieel besluit van 22 maart 2010 op 1 januari 2012 in werking moeten treden,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure tot toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik wordt gewijzigd als volgt :

1° in punt 13°, worden de woorden "2.200 euro" vervangen door de woorden "2.400 euro";

2° een 13/1 en een 13/2° worden ingevoegd, luidend als volgt :

"13/1° Wordt beschouwd als bijkomend kind ten laste :

a) De gehandicapte aanvrager of waarvan de samenwonende echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft gehandicapt is;

b) het kind ten laste dat als gehandicapt erkend wordt;

13/2° "gehandicapte persoon" : de persoon bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000 tot bepaling van het begrip "persoon met een handicap" in de zin van artikel 1, 33°, van de Waalse Huisvestingscode;";

3° punt 14° wordt vervangen als volgt :

"14° "bescheiden inkomens" : inkomens tussen 12.900,01 euro en 25.700 euro indien de aanvrager alleenstaand is, of tussen 17.500,01 euro en 32.100 euro indien de aanvrager al dan niet gehuwd met iemand samenleeft;";

4° punt 15° wordt vervangen als volgt :

"15° "precaire inkomens" : inkomens van hoogstens 12.900 euro indien de aanvrager alleenstaand is, of van hoogstens 17.500 euro indien de aanvrager al dan niet gehuwd met iemand samenleeft;";

5° punt 23° wordt vervangen als volgt :

"23° "aannemer" : aannemer geregistreerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 december 2007 tot uitvoering van de artikelen 400, 401, 403, 404 en 406 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en artikel 30*bis* van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;";

6° de punten 25°, 26° en 27° worden ingevoegd, luidend als volgt :

"25° "warmtenetwerk" : geheel van de technische elementen die voor de link zorgen tussen een gecentraliseerd warmteproductiesysteem en minstens drie gebouwen en dit, om minstens vier wooneenheden te verwarmen;

26° "gecentraliseerd warmteproductiesysteem" : de installaties uitsluitend bedoeld in de artikelen 21 en 31 die een warmtenetwerk bevoorraden;

27° "onderstation" : de kleppen, de warmtewisselaar en de meters die ervoor zorgen dat elke wooneenheid of gebouw door de warmte van het netwerk wordt bevoorradad."

Art. 2. In de artikelen 2, 6, 7, 8, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 29, §§ 2, 3, 4, 31, 37, 40, 42, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 61, 62, 64, 70 en 80 van hetzelfde besluit worden de woorden "geregistreerde aannemer" telkens vervangen door het woord "aannemer".

Art. 3. In artikel 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie toegekend voor de thermische isolatie van het dak of van de zolder uitgevoerd door een aannemer. De premie bedraagt :

a) 10 euro per m² geïsoleerde oppervlakte d.m.v. een isolatiemateriaal waarvan de warmteweerstandscoefficiënt, R, gelijk is aan 3,5 m² K/W of meer;

b) 13 euro per m² geïsoleerde oppervlakte d.m.v. een isolatiemateriaal waarvan de warmteweerstandscoefficiënt, R, gelijk is aan 4 m² K/W of meer.

In afwijking van het eerste lid, als de aanvrager de werken zelf uitvoert, bedraagt de premie :

a) 5 euro per m² geïsoleerde oppervlakte d.m.v. een isolatiemateriaal waarvan de warmteweerstandscoefficiënt, R, gelijk is aan 3,5 m² K/W of meer;

b) 8 euro per m² geïsoleerde oppervlakte d.m.v. een isolatiemateriaal waarvan de warmteweerstandscoefficiënt, R, gelijk is aan 4 m² K/W of meer.”;

2° in § 3, worden de woorden “§ 1, eerste lid” vervangen door de woorden “§ 1, eerste lid, a of b”;

3° in § 4, worden de woorden “§ 1, tweede lid” vervangen door de woorden “§ 1, tweede lid, a of b”;

4° in § 5, worden de woorden “euro 3” vervangen door de woorden “3 euro”;

Art. 4. In artikel 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Het bedrag van de premie bedoeld in het eerste lid, c, wordt verhoogd met 20 euro wanneer de coëfficiënt R van het isolatiemateriaal gelijk is aan 3,5 m² K/W of meer.”;

2° in § 3, worden de woorden “§ 2, a” vervangen door de woorden “§ 2, eerste lid, a”;

3° in § 4, worden de woorden “§ 2, b” vervangen door de woorden “§ 2, eerste lid, b”;

4° in § 5, worden de woorden “§ 2, c” vervangen door de woorden “§ 2, respectievelijk eerste lid, c of tweede lid”;

5° in § 6, worden de woorden “euro 3” vervangen door de woorden “3 euro”.

Art. 5. In artikel 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met de volgende woorden :

“wanneer, in afwijking van § 1, eerste lid, de isolatie langs de onderkant van de vloerstructuur of in de vloerstructuur door de aanvrager wordt uitgevoerd, bedraagt de premie 5 euro per m² geïsoleerde oppervlakte;”;

2° § 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Het bedrag van de premie bedoeld in het eerste lid, a wordt verhoogd met 10 euro wanneer de coëfficiënt R van het isolatiemateriaal gelijk is aan 3,5 m² K/W of meer.”;

3° in § 3, worden de woorden “§ 2, a” vervangen door de woorden “§ 2, respectievelijk eerste lid, a of tweede lid”;

4° in § 3 wordt punt a aangevuld met de volgende woorden :

“wanneer, in afwijking van § 1, eerste lid, de isolatie langs de onderkant van de vloerstructuur of in de vloerstructuur door de aanvrager wordt uitgevoerd, bedraagt deze verhoging 1 euro per m² geïsoleerde oppervlakte;

5° in § 3, wordt punt b aangevuld met de volgende woorden :

“wanneer, in afwijking van § 1, eerste lid, de isolatie langs de onderkant van de vloerstructuur of in de vloerstructuur door de aanvrager wordt uitgevoerd, bedraagt deze verhoging 2 euro per m² geïsoleerde oppervlakte.”;

6° in § 4, worden de woorden “§ 2, b” vervangen door de woorden “§ 2, eerste lid, b”;

7° in § 5, worden de woorden “euro 3” vervangen door de woorden “3 euro”;

Art. 6. In artikel 8, vierde lid, worden de woorden “euro 15” vervangen door de woorden “15 euro”.

Art. 7. In artikel 9, § 1, tweede lid, wordt punt 4° vervangen door de volgende bepaling :

“4° wanneer een verhoging van de premie aangevraagd wordt naar gelang van het inkomensniveau :

a) een uittreksel uit het bevolkingsregister met de samenstelling van het gezin van de aanvrager, tussen de datum van de slotfactuur en de datum van de aanvraag;

b) het attest of de attesten betreffende de kinderbijslag ontvangen door het gezin, behoorlijk ingevuld, m.i.v. de noodzakelijke vermeldingen ten gunste van de toepassing van artikel 1, 13/1°, b, door de Kinderbijslagkas, de Sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers, of elke andere bevoegde instelling;

c) voor de toepassing van artikel 1, 13/1, a, het attest van de Federale Overheidsdienst Sociale zekerheid waarbij de hoedanigheid van gehandicapte persoon wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 1, 13/2 en waarbij het erkende percentage van de handicap wordt bepaald;

d) een afschrift van het aanslagbiljet betreffende de inkomens; bij gebreke daarvan, elk ander bewijsstuk op grond waarvan de inkomens kunnen worden bepaald. De aanvragers die wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten ontvangen die vrij zijn van nationale belastingen moeten een attest overleggen van de schuldenaar van de inkomens met melding van het totaalbedrag van de ontvangen wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten opdat de belastbare grondslag bepaald kan worden, zoals hij zich zou hebben voorgedaan indien de bedoelde inkomens aan de belasting onderworpen geweest zouden zijn onder het stelsel van het gemene recht;

e) een verklaring op erewoord van de aanvrager waaruit blijkt dat de aanvrager en/of zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikt over de volle eigendom van de woning, of een afschrift van het uittreksel uit de overeenkomst waaruit blijkt dat de aanvrager en/of zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij samenleeft, beschikt over een huurovereenkomst hoofdverblijf voor de woning.”.

Art. 8. In artikel 14 worden de woorden “overeenkomstig de norm NBN EN 13829, aangevuld met de bijlagen 1 en 2, volgens de methode A” vervangen door de woorden “overeenkomstig de norm NBN EN 13829 en volgens de methode A bepaald bij deze norm, aangevuld met de bijlagen 1 en 2”.

Art. 9. In artikel 20 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden “400 euro” vervangen door de woorden “450 euro”;

2° § 1^{er} wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“De verwarmingsketel moet met een warmteregelingssysteem uitgerust zijn dat aangesloten is op een buitensonde of met elk ander systeem waarmee de warmteregeling van de verwarmingsketel functioneel gemaakt wordt.”;

3° in § 2, eerste lid, 2° en 3°, worden de woorden “2.900 euro” en “7.100 euro” respectievelijk vervangen door de woorden “2.950 euro” en “7.150 euro”;

4° § 4 wordt opgeheven;

5° in de voormalige § 6, die § 5 wordt, worden de woorden “bedoeld in de § 1 tot 4°” vervangen door de woorden “bedoeld in § 1”;

6° de voormalige § 6, die § 5 wordt, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid, mogen de industriële installaties die aardgas gebruiken, volgens de regels van de kunst door de aanvrager uitgevoerd worden.";

7° het voormalige § 7 wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 21 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het derde lid vervangen als volgt :

"Het bedrag van de premie wordt berekend als volgt :

1° als het vermogen gelijk is aan 50 kW of minder : bedraagt de premie 1.750 euro;

2° als het vermogen hoger is dan 50 kW : bedraagt de premie 1.750 euro, verhoogd met 35 euro per kW tussen 50 en 100 kW;

3° als het vermogen hoger is dan 100 kW, bedraagt de premie 3.500 euro, verhoogd met 18 euro per kW tussen 100 en 500 kW;

4° als het vermogen hoger is dan 500 kW : bedraagt de premie 10.700 euro, verhoogd met 8 euro per kW boven 500 kW.";

2° er wordt een nieuwe § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. Als de ketel een gecentraliseerd warmteproductiesysteem vormt, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 1 verhoogd met 100 euro per lopende leidingmeter.

De verhoging bedoeld in het eerste lid wordt beperkt tot 50 % van het factuurbedrag en tot 100.000 euro per warmtenetwerk.

Wanneer de gecumuleerde lengte van de leidingen gelijk is aan 100 meter of meer, wordt de verhoging bedoeld in het eerste lid pas toegekend na de uitvoering van een relevantieonderzoek door een auditeur erkend voor de bijzondere technieken van de warmtekrachtkoppeling of de biomassa in het kader van de programma's AMURE of UREBA, overeenkomstig het bestek opgenomen in bijlage 4. Het onderzoek moet de technische en energetische relevantie van het project aantonen.";

3° in de voormalige § 2, die § 3 wordt, wordt een punt 3 ingevoegd, luidend als volgt :

"3° leidingen : de voornaamste leidingen van het warmtenetwerk met uitzondering van de leidingen die specifiek de gebouwen en de wooneenheden bevoorraden. In geval van een opeenstapeling van leidingen wordt alleen de lengte van één leiding in beschouwing genomen. »;

4° in de voormalige § 3, die § 4 wordt, worden de woorden "§ 1" vervangen door de woorden "§§ 1 en 2".

Art. 11. In artikel 25 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan het begin van de eerste zin worden de woorden "§ 1" ingevoegd;

2° in het voormalige § 1, die § 2 wordt, wordt punt 5° vervangen als volgt :

"5° overeenkomstig artikel 20, § 1, vijfde lid, een afschrift van de aannemer i.v.m. de effectieve werking van het warmteregelingssysteem.".

Art. 12. In artikel 26 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt een punt 3 waarbij punt 3 punt 4 wordt, ingevoegd, luidend als volgt :

"3° in het geval bedoeld in artikel 21, § 2, derde lid, een afschrift van het relevantieonderzoek uitgevoerd overeenkomstig het bestek opgenomen in bijlage 4;"

2° in het tweede lid, in het nieuwe punt 4, a en b, worden de woorden "NBN EN 255-3" telkens aangevuld met de woorden "of NBN EN 16147, en de woorden « pr EN 15879-1" worden telkens vervangen door de woorden "NBN EN 15879-1".

Art. 13. Artikel 29 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 29. Er wordt een premie van 1.500 euro toegekend bij de installatie en de aansluiting van een onderstation op een warmtenetwerk door een aannemer.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt met € 100 verhoogd per lopende leidingmeter die de wooneenheid of het gebouw specifiek kan bevoorraden, en wordt beperkt tot 10 meter leidingen.".

Art. 14. In artikel 30 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, tweede lid, c en d, en 2°, tweede lid, g en h, worden de woorden "pr EN 15879-1" telkens vervangen door de woorden "NBN EN 15879-1";

2° in § 2, worden de punten 3 en 4 opgeheven en vervangen door een punt 3°, luidend als volgt :

"3° in de gevallen bedoeld in artikel 21, § 2, derde lid of in artikel 31, § 2, derde lid :

a) een attest van de netwerkbeheerder betreffende de mogelijkheid tot aansluiting van de nieuwe verbruikers, individueel geïdentificeerd qua plaatsbepaling en jaarlijkse vooruitgeplande verbruiken (uitgedrukt in kWu/jaar), op zijn warmtenetwerk;

b) een afschrift van de beheersovereenkomst en/of de overeenkomst tussen de netwerkbeheerder en de verbruikers, met, o.a. de duur van de verbintenissen, de eventuele andere vaste en/of variabele kosten dan energieverbruik, de formule inzake de tarifiering, de indexering of de herziening van de energieverkoopprijzen.".

Art. 15. Artikel 31 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 31. § 1. Er wordt een premie toegekend bij de installatie, door een aannemer, van een kwalitatieve micro-warmtekrachtkoppelinginstallatie of een kwalitatieve warmtekrachtkoppelinginstallatie die een besparing oplevert van minstens 10 % kooldioxide ten opzichte van de kooldioxide-uitstoot afkomstig van de afzonderlijke producties van dezelfde hoeveelheden warmte en elektriciteit in moderne referentie-installaties waarvan de jaarlijkse bedrijfsrendementen jaarlijks door de CWAPE worden vastgelegd en gepubliceerd. De in aanmerking genomen warmte is de nuttige warmte, namelijk de warmte die effectief gebruikt wordt voor warmtebehoefte buiten het warmtekrachtkoppelingsproces.

Het premiebedrag is gelijk aan 20 % van het factuurbedrag en mag niet hoger zijn dan 15.000 euro per installatie.

§ 2. Als de installatie een gecentraliseerd warmteproductiesysteem vormt, wordt het bedrag van de premie bedoeld in § 1 verhoogd met 100 euro per lopende leidingmeter.

De verhoging bedoeld in het eerste lid wordt beperkt tot 50 % van het factuurbedrag en tot 100.000 euro per warmtenetwerk.

Wanneer de gecumuleerde lengte van de leidingen gelijk is aan 100 meter of meer, wordt de verhoging bedoeld in het eerste lid pas toegekend na de uitvoering van een relevantieonderzoek door een auditeur erkend voor de bijzondere technieken van de warmtekrachtkoppeling of de biomassa in het kader van de programma's AMURE of UREBA, overeenkomstig het bestek opgenomen in bijlage 4. Het onderzoek moet de technische en energetische relevantie van het project aantonen.

§ 3. In de zin van dit artikel wordt verstaan onder leidingen : de voornaamste leidingen van het warmtenetwerk met uitzondering van de leidingen die specifiek de gebouwen en de wooneenheden bevoorraden. In geval van een opeenstapeling van leidingen wordt alleen de lengte van de leiding in beschouwing genomen.

§ 4. De installaties bedoeld in de §§ 1 en 2 worden door een aannemer uitgevoerd."

Art. 16. Artikel 32 wordt vervangen als volgt :

"Art. 32. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de uitvoering van de thermografie van een gebouw wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het temperatuurverschil tussen het koudste punt van het beschermde volume van het gebouw en de buitenkant van het gebouw moet minstens 10 °C bedragen;

2° de binnentemperatuur van het beschermde volume van het gebouw moet eevormig zijn, een temperatuurverschil van 4 °C wordt toegelaten tussen de verschillende binnenplaatsen van het beschermde volume;

3° de thermografie in haar geheel moet zonder rechtstreeks zonlicht worden uitgevoerd om de interpretatie van de resultaten niet te vervalsen;

4° de thermografie in haar geheel moet bij droog weer worden uitgevoerd.

§ 2. Het auditrapport per thermografie vermeldt :

1° de mogelijke verbeteringen betreffende de mantel van het gebouw;

2° de binnentemperaturen van het gebouw in minstens drie plaatsen die op gelijke wijze over het beschermde volume van het gebouw verdeeld zijn;

3° de buitentemperatuur;

4° de weersomstandigheden tijdens de audit.

§ 3. Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 200 euro per audit voor een ééngezinwoning of dan 700 euro per audit en per gebouw in de overige gevallen."

Art. 17. In artikel 33, tweede lid, wordt een punt 5° ingevoegd, luidend als volgt :

"5° in het geval bedoeld in artikel 31, § 2, derde lid, een afschrift van het relevantieonderzoek gevoerd overeenkomstig het bestek opgenomen in bijlage 4."

Art. 18. In artikel 34, tweede lid, 3°, worden de woorden "artikel 32" vervangen door de woorden "artikel 32, § 2".

Art. 19. In artikel 48 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Het bedrag van de premie bedoeld in het eerste lid wordt verhoogd met 3 euro per m² geïsoleerde oppervlakte wanneer de warmteweerstandcoëfficiënt, R, gelijk is aan 4 m² K/W of meer."

2° in § 3, worden de woorden "euro 3" vervangen door de woorden "3 euro".

Art. 20. In artikel 49 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Het bedrag van de premie bedoeld in het eerste lid, c, wordt verhoogd met 20 euro wanneer de coëfficiënt R van het isolatiemateriaal gelijk is aan 3,5 m² K/W of meer."

2° in § 3, worden de woorden "euro 3" vervangen door de woorden "3 euro".

Art. 21. In artikel 50 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Het bedrag van de premie bedoeld in het eerste lid, a, wordt verhoogd met 10 euro wanneer de coëfficiënt R van het isolatiemateriaal gelijk is aan 3,5 m² K/W of meer."

2° in § 3, worden de woorden "euro 3" vervangen door de woorden "3 euro".

Art. 22. In artikel 52 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1, in § 1, eerste lid, worden de woorden "400 euro" vervangen door de woorden "450 euro";

2° § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De verwarmingsketel moet met een warmteregelingssysteem uitgerust zijn dat aangesloten is op een buitensonde of met elk ander systeem waarmee de warmteregeling van de verwarmingsketel functioneel gemaakt wordt."

3° in § 2, eerste lid, 2° en 3°, worden de woorden "2.900 euro" en "7.100 euro" respectievelijk vervangen door de woorden "2.950 euro" en "7.150 euro";

4° § 5 wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 53, § 1, wordt het derde lid vervangen als volgt :

"Het bedrag van de premie wordt berekend als volgt :

1° als het vermogen gelijk is aan 50 kW of minder : bedraagt de premie 1.750 euro;

2° als het vermogen hoger is dan 50 kW : bedraagt de premie 1.750 euro, verhoogd met 35 euro per kW tussen 50 en 100 kW;

3° als het vermogen hoger is dan 100 kW, bedraagt de premie 3.500 euro, verhoogd met 18 euro per kW tussen 100 en 500 kW;

4° als het vermogen hoger is dan 500 kW : bedraagt de premie 10.700 euro, verhoogd met 8 euro per kW boven 500 kW."

Art. 24. In artikel 59, tweede lid, 4°, wordt punt b vervangen door de volgende bepaling :

"b) overeenkomstig artikel 52, § 1, vijfde lid, een afschrift van de aannemer i.v.m. de effectieve werking van het warmteregelingssysteem."

Art. 25. In artikel 60, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 3°, a en b, worden de woorden "pr EN 15879-1" telkens vervangen door de woorden "NBN EN 15879-1";

2° in punt 4, *a* en *b*, worden de woorden "NBN EN 255-3" telkens aangevuld met de woorden "of NBN EN 16147" en worden de woorden "pr EN 15879-1" telkens vervangen door de woorden "NBN EN 15879-1".

Art. 26. Artikel 63 wordt vervangen als volgt :

« Art. 63. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de uitvoering van de thermografie van een woning wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het temperatuurverschil tussen het koudste punt van het beschermde volume van de woning en de buitenkant van het gebouw moet minstens 10 °C bedragen;

2° de binnentemperatuur van het beschermde volume van de woning moet eenvormig zijn, een temperatuurverschil van 4°C wordt toegelaten tussen de verschillende binnenplaatsen van het beschermde volume;

3° de thermografie in haar geheel moet zonder rechtstreeks zonlicht worden uitgevoerd om de interpretatie van de resultaten niet te vervalsen;

4° de thermografie in haar geheel moet bij droog weer worden uitgevoerd.

§ 2. Het auditrapport per thermografie vermeldt :

1° de mogelijke verbeteringen betreffende de mantel van de woning;

2° de binnentemperaturen van de woning in minstens drie plaatsen die op gelijke wijze over het beschermde volume van de woning verdeeld zijn;

3° de buitentemperatuur;

4° de weersomstandigheden tijdens de audit.

§ 3. Het premiebedrag is gelijk aan 50 % van de factuur of van de ereloonnota en mag niet hoger zijn dan 200 euro per audit voor een ééngezinswoning of dan 700 euro per audit en per gebouw in de overige gevallen."

Art. 27. In artikel 67, tweede lid, 3°, worden de woorden "artikel 63" vervangen door de woorden "artikel 63, § 2".

Art. 28. In artikel 81, vierde lid, worden de woorden "euro 100" vervangen door de woorden "100 euro".

Art. 29. In artikel 90/1, 1°, *a* en *b*, en 2°, *a* en *b*, worden de woorden "31 december 2011" telkens vervangen door de woorden "31 december 2012".

Art. 30. In artikel 95 worden de woorden "31 december 2011" vervangen door de woorden "31 december 2012".

Art. 31. Er wordt een artikel 96bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 96bis. Voor de toepassing van de artikelen 4, tweede lid, en 96, mag de maximale begroting bestemd voor de premies bedoeld in de artikelen 21, § 2, en 31, § 2, niet hoger zijn dan 500.000 euro."

Art. 32. Bijlage 3 bij hetzelfde besluit, met het opschrift "Energiewinning" zoals ingevoegd bij het ministerieel besluit van 18 februari 2011, wordt vervangen door bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 33. Bijlage 4 bij hetzelfde besluit, met het opschrift "relevantieonderzoek" wordt vervangen door bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 34. De volgende bepalingen worden als erratum aangepast :

1° Artikel 19 wordt nu geplaatst tussen de afdelingen van titel 2 met als respectievelijk opschrift "Hoofdstuk III. — Verwarmingsinstallaties" en "Afdeling 1. — Investerings in alle gebouwen";

2° Artikel 51/1, zoals ingevoegd bij artikel 16 van het ministerieel besluit van 18 februari 2011 tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik wordt verplaatst tussen de afdelingen van titel 3 met als respectievelijk opschrift "Hoofdstuk III. — Verwarmingsinstallaties" en "Afdeling 1. — In aanmerking komende investeringen";

1° in de hiernavermelde artikelen worden de woorden "pr EN 15879-2" telkens vervangen door de woorden "pr EN 15879-2" :

a) in artikel 26, tweede lid, het voormalige punt 3° wordt het nieuwe punt 4°, *a* en *b*;

b) in artikel 30, § 1, 1°, tweede lid, *c* en *d*, en 2°, tweede lid, *g* en *h*;

c) in artikel 60, tweede lid, 3°, *a* en *b*, en 4°, *a* en *b*.

Art. 35. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2012.

Namen, 23 december 2011.

J.-M. NOLLET

BIJLAGE 1

Bijlage 3 - Energiewinning

1. ALGEMENE BEPALINGEN

1.a. Energiewinning.

Indien een stedenbouwkundige en/of milieuvergunning vereist wordt voor de exploitatie van dat natuurlijke hulpmiddel, wordt het bewijs van de aanvaarding van de vergunning(en) bij de premieaanvraag gevoegd.

§ In het water :

De winning kan verricht worden hetzij in oppervlaktewateren (rivieren, vijvers, meren,...), hetzij in diepe wateren (grondwaterlagen, putten,...), op "statische" of "dynamische" wijze.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming :

- in het geval van een "dynamische" winning (door oppompen), omvat het o.a. de dimensionering van de eventuele tussenwarmtewisselaars, de vloeistofdebieten, de temperatuurdelta's, het vermogen van de hulpmiddelen...

- in het geval van een "statische" winning (via een onder water gezette wisselaar), omvat het o.a. de dimensionering van de wisselaar, van het eventuele kunstmatig bekken of van de natuurlijke bron,...

§ In de grond :

De energiewinning kan verwezenlijkt worden hetzij met een horizontaal begraven verdamper, hetzij met een warmtewisselaar met glycolwater die horizontaal of verticaal in de grond begraven is.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het systeem van energie-opneming :

- bij gebruik van een tussenvloeistof zoals glycolwater, gaat het hetzij om de dimensionering van de horizontaal geplaatste warmtewisselaar, hetzij om de verticale sonde(s). De nota vermeldt o.a. het secundaire vloeistofdebiet en het vermogen van de hulpmiddelen.

- In het geval van een horizontale verdamper, gaat het om de dimensionering van die verdamper.

Bij winning d.m.v. een verticale sonde gaat het premieaanvraagformulier vergezeld van een geologisch analyserapport dat door of voor de boormaatschappij is uitgevoerd.

§ In de buitenlucht :

In de lucht kan de energiewinning op statische of dynamische wijze verwezenlijkt worden.

De warmtepompen die de buitenlucht als energiebron gebruiken kunnen eventueel van een extra elektrische pompelaar voorzien worden daar waar warmte geloosd wordt. De pompelaar wordt onder de condensator geplaatst.

De warmtepompen voor de productie van warm sanitair water moeten daadwerkelijk functioneren onder de temperatuurvoorwaarden die in dit bestek worden bepaald.

De verdamper moet zich buiten het gebouw bevinden. In het geval van een dynamische winning kan de verdamper echter binnen het gebouw geplaatst worden als hij voorzien is van hermetische omhulsels voor de aanzuiging van de buitenlucht en de afvoer van de aangezogen lucht naar de buitenkant van het gebouw.

In het geval van een statische winning wordt de warmtepomp niet uitgerust met een ontdooiingssysteem, maar wordt de buitenwisselaar zonder belemmering van het zonlicht en de natuurlijke luchtstroom gericht tussen het oosten en het westen en via het zuiden.

Ook in dit geval gaat de premieaanvraag vergezeld van de berekeningsnota betreffende de dimensionering van het gezamenlijke systeem van energie-opneming. Bij gebruik van een secundaire vloeistof worden het debiet en het vermogen van de hulpmiddelen nader bepaald.

De warmtepomp moet zodanig gedimensioneerd worden dat ze de totaliteit van het warmteverlies van het gebouw dekt voor een temperatuur van de buitenlucht hoger dan of gelijk aan een waarde genoemd evenwichtspunt. Die waarde moet maximum 2 °C bedragen.

1.b. Aanvullende bepaling.

De installatie wordt uitgerust met bijkomende elektrische meters voor de meting van het verbruik i.v.m. het gebruik van de warmtepomp en van de hulpmiddelen van de installatie (namelijk de circulatiepompen, de pompelaars, alsmede voor de productie van sanitair warm water, de extravoorziening).

2. WARMTEPOMPEN VOOR DE VERWARMING VAN EEN WONING

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van het gebouw komen niet in aanmerking voor de premie.

2.a. Energielozing.

§ Lozing in de omgevingslucht :

De warmtepompen die de thermische energie in de lucht lozen, komen niet in aanmerking voor de premie.

§ Lozing d.m.v. een warmtegenererende vloeistof of water :

Lokalen mogen in geen geval d.m.v. radiatoren of convectoren verwarmd worden. Alleen een laag temperatuurvloer- of muurverwarmingssysteem en laag temperatuur ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen.

De verwarming van een woonkamer uitsluitend door middel van een systeem dat slechts met elektriciteit functioneert, wordt alleen in de badkamers en douches toegelaten.

2.b. Minimale prestaties.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van de woning aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	35 °C	5.1
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	35 °C	4.3

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenswisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	- 5 °C	35 °C	4
	Gas	- 5 °C	35 °C	4

De COP van de systemen met directe koeling kunnen echter bepaald worden overeenkomstig de bepalingen van de norm NBN EN 15879-1 of pr EN 15879-2 die bij de uitvoering van de test vigerend is, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	4 °C	35 °C	4.3
	Gas	4 °C	35 °C	4.3

2.c. Gecombineerd gebruik voor het sanitair warm water

Als de warmtepomp ook voor de verwarming van het sanitair warm water wordt gebruikt, wordt de premie verhoogd indien de volgende voorwaarden vervuld worden :

- de warmtepomp leeft de minimale criteria die hierboven voor de verwarming van de woning worden bepaald, na;
- de warmteopslagballon beschikt over een minimale opslagcapaciteit van 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben;
- het systeem moet het risico voor salmonella voorkomen en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep;
- voor de warmtepompen dynamische lucht/water moet de werking van de warmtepomp gewaarborgd worden voor een temperatuur van de buitenlucht tot 2 °C;
- De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamer	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	45 °C	4.2
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	45 °C	3.5

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenswisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamer.

- De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 14511 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	- 5 °C	45 °C	3
	Gas	- 5 °C	45 °C	3

De COP van de systemen met directe koeling kunnen echter bepaald worden overeenkomstig de bepalingen van de norm NBN EN 15879-1 of pr EN 15879-2 die bij de uitvoering van de test vigerend is, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	4 °C	45 °C	3.5
	Gas	4 °C	45 °C	3.5

3. WARMTEPOMP VOOR DE PRODUCTIE VAN SANITAIR WARM WATER (PAC ECS)

3.a. Energielozing.

de warmteopslagballon beschikt over een minimale opslagcapaciteit van 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben.

Het systeem moet het risico voor salmonella voorkomen en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

3.b. Minimale prestaties.

Voor de warmtepompen dynamische lucht/water moet de werking van de warmtepomp gewaarborgd worden voor een temperatuur van de buitenlucht tot 2 °C.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van sanitair warm water aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie en de norm die van kracht is bij de uitvoering van de test.

3.b.1 De prestatiecoëfficiënt wordt bepaald volgens de norm NBN EN 255-3.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen minimale COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamer	T° warme bron	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	2.6
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	4.2
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3.5

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van de tussenvloeistof aan de ingang van de verdamer.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel. De door deze systemen te halen minimale COP zijn :

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	2.6

Winningsbron	Energie-lozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron	Minimale COP
Gaswisselaar (Horizontaal)	Water	- 5 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3
	Gas	- 5 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3

3.b.2 De prestatiecoëfficiënt wordt bepaald volgens de norm NBN EN 16147.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 16147 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De COP van de warmtepompen "Statische buitenlucht" worden bepaald volgens de methodologie voorgedragen door de norm NBN EN 16147.

De door deze systemen minimaal te halen COP is 2,9 voor de testvoorwaarden omschreven door de norm NBN EN 16147. De temperatuur van het referentie warm water bedraagt 52°C.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 december 2011 tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 23 december 2011.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 2

Bijlage 4 - Relevantieonderzoek

Het relevantieonderzoek omvat minstens :

1. De beschrijving van de warmtebehoefte :

* Bestaande woningen : geïnstalleerd vermogen, jaarlijks verbruik genormaliseerd naar gelang van de graaddagen, de beschrijving van de bestaande stookplaatsen (voor aan te sluiten bestaande gebouwen), type gebruikte brandstof en profiel van de gebruikers, en, o.a. het verbruik van het sanitair warm water.

* Op te richten woningen : evaluatie van het geïnstalleerd vermogen en raming van het jaarlijks verbruik genormaliseerd naar gelang van de graaddagen, profiel van de toekomstige gebruikers, en, o.a. het verbruik van het sanitair warm water.

2. De beschrijving van de de URE-maatregelen die op korte termijn (nader te bepalen) in de bestaande woningen geprogrammeerd worden en hun becijferde impacten op het verbruik van het project zodra ze uitgevoerd worden.

3. De beschrijving van het tracé en van de takken van het overwogen warmteverdeeltel : lengte, dichtheid van de energie (MWh/ strekkende netmeter), per tak en in totaal, idealiter in de vorm van een samenvattende tabel, het type overwogen materieel voor het net (soepel, hard,...).

4. De beschrijving van de overwogen onderstations : vermogen per woning, type wisselaar...

5. De kosten en kenmerken van de referentie- en substitutiebrandstoffen : PCI (lager warmtevermogen), granulometrieën en vochtigheid voor houtspanen... gebruikt voor het gecentraliseerd warmteproductiesysteem.

6. De raming van de totale thermische behoeften van het net en van elke van de takken. Voorstelling van de monotoon van het volledige net.

7. De raming van de nodige thermische vermogens van het gecentraliseerde warmteproductiesysteem om de thermische behoeften van het volledige net te dekken.

8. De technische beschrijving van de werkingwijze van het gecentraliseerde warmteproductiesysteem (met inbegrip van de gedeeltelijke last) : biomassa-ketels, warmtekrachtkoppelingen, (mono (biomassa soort) of bi-energie (biomassa soort, aardgas, olie)) al dan niet gebruik van een warmteopslagballon, soorten en vermogen van uitrustingen, dekkingspercentage van de jaarlijkse thermische behoefte door de biomassa en eventueel door aardgas, olie...

9. De raming van het brandstofverbruik (biomassa/gas/olie).

10. De beschrijving van de installaties : lokalisatie en dimensionering van de stookplaats, de technische lokalen en van de silo : oppervlakte, nuttig en totaal volume van de silo, overwogen oplossing voor de silo (luchtsilo, ingegraven, silotrichter, ... type openingen, wijze waarop de silo wordt gelost en wijze van overdracht van de brandstof...). Toegankelijkheid en bewegingsoppervlakte voor de brandstofvoorziening (biomassa).

11. Een algemeen lokalisatie- en vestigingsplan van de stookplaats, de technische lokalen en het warmtenet.

12. De evaluatie van de investeringskosten voor de voornaamste posten : technische lokalen, silo, uitrustingen van het gecentraliseerde warmteproductiesysteem, net, onderstations...

13. De economische en financiële balans van het project (met geïdentificeerde hulp en zonder hulp).

14. De milieubalans van het project, waarvan de verminderingen van de CO₂-emissies ten opzichte van de bestaande toestand of ten opzichte van een klassieke gas- of olieoplossing. Voor de op te richten woningen wordt de balans opgesteld op basis van een jaarlijkse globale balans, berekend naar gelang van de seizoenswerking van de installatie en t.o.v. een ijkpunt dat de best beschikbare technieken bevat en, meer bepaald, een Ew-niveau gelijk aan 65.

15. Conclusies en/of aanbevelingen om het project te verbeteren.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 december 2011 tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Namen, 23 december 2011.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET